lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 264 - 25 septembre 1992 - prix : 9 F

MAASTRICHT OU PAS...

LES CAPITALISTES SPÉCULENT,

ET LES TRAVAILLEURS PAYENT LA CRISE

M6189 - 1264 - 9,00 F

MAASTRICHT OU PAS...

LES CAPITALISTES SPÉCULENT,

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

ET LES TRAVAILLEURS PAYENT LA CRISE

Il n'a pas fallu bien longtemps : quelques jours, voire quelques heures, pour que les résultats du référendum passent au second plan, balayés par la "bourrasque" monétaire, qui n'avait d'ailleurs pas attendu le 20 septembre pour se déclencher, et qui ne s'est pas arrêtée le lendemain du scrutin, ni dans le reste de l'Europe, ni en France, après que le "oui" l'ait emporté d'une courte tête. Aujourd'hui on parle d'accalmie en ce qui concerne le franc, lui aussi menacé par la tourmente. Accalmie ? Il faut le dire vite. Même les spécialistes se dépêchent de dire "ouf", car ils ne savent pas si dans quelques mois, ou même dans quelques jours ils ne devront pas remplacer leurs soupirs de soulagement par des lamentations. Et pour obtenir cette rémission, il aura fallu que la Banque de France se dégarnisse d'une partie de ses réserves pour racheter des francs. On parle de 50 milliards de francs mis sur le marché rien que pour la seule journée du 22 septembre. Plusieurs fois le fameux trou de la Sécurité sociale en UNE seule journée pour faire calmer la spéculation, sans aucune garantie qu'on y parvienne dans les jours qui viennent. Et avec la certitude qu'à terme elle recommencera. Et ces 50 milliards, ainsi que des dizaines d'autres - la rumeur laisse entendre que la Banque de France est en train d'épuiser ses réserves de devises - vont aller grossir le magot de ceux qui spéculent en "attaquant" le franc, après avoir "attaqué" la lire, la livre, la peseta, comme ils l'ont fait ces jours derniers.

Maastricht ou pas, les travailleurs de France, des autres pays d'Europe et du monde entier, subissent la loi de ces gens-là. Ceux qui spéculent, et qui peuvent le faire avec d'autant plus de facilité qu'il y a la crise, une crise qu'ils ont contribué à déclencher et à aggraver. Car ces spéculateurs, ce ne sont pas seulement quelques rentiers plus ou moins fortunés qui jouent leur pécule à la bourse, mais les sociétés capitalistes et les banques. Ce sont des groupes financiers disposant de quantités énormes d'argent qu'ils n'investissent pas à long terme pour développer les moyens de production, tout simplement parce que la demande solvable (la demande de ceux qui peuvent payer, pas celle de ceux qui ont faim) ne va pas en augmentant, mais en diminuant.

Alors ils achètent tout et n'importe quoi, dans l'espoir de pouvoir le revendre immédiatement, avec le maximum de profit. Ils achètent des immeubles de bureaux gigantesques pour les revendre au bout de trois semaines à d'autres financiers qui s'empressent de faire la même chose.

On spécule sur les tableaux, sur le vin... Mais le pire, c'est qu'on spécule sur les actions des entreprises et sur les monnaies. Car les grosses sociétés industrielles et financières - bien souvent elles se confondent - achètent un jour des francs, un jour des marks, des dollars et des yens pour les revendre quelques jours, quelques semaines voire quelques heures après, car cela leur rapporte bien plus que d'investir pour produire.

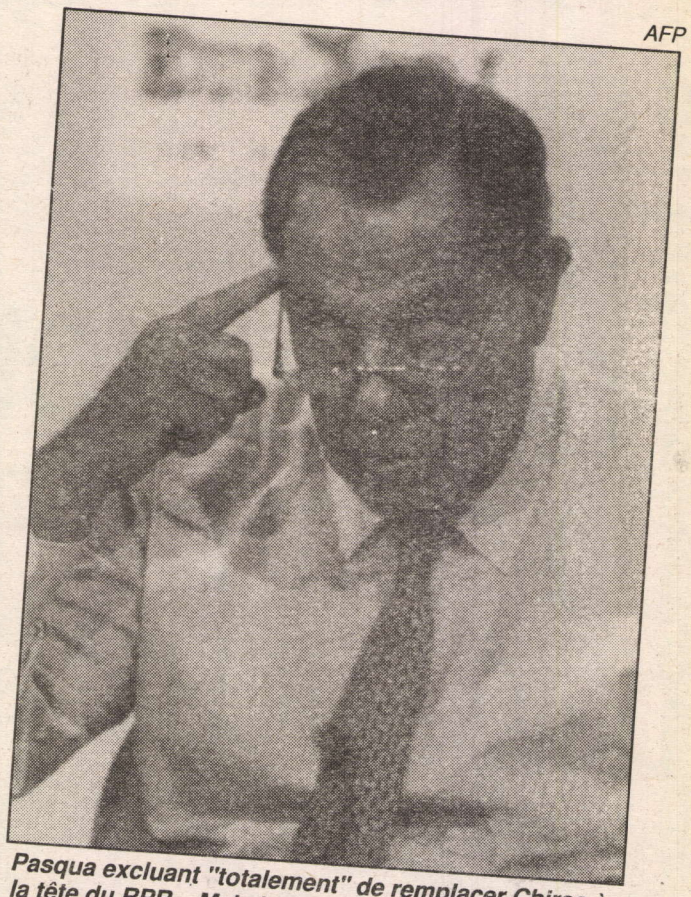
Oui, répétons-le, ce qui se produit en ce moment est indépendant du fait que le traité de Maastricht soit ratifié ou pas. La classe ouvrière, victime de cette crise qui a rogné son pouvoir d'achat, est aussi à la merci d'une catastrophe financière, d'un krach boursier, qui pourraient être déclenchés par n'importe quel événement : le résultat d'un référendum en France ou dans un autre pays d'Europe ou l'état de la prostate de Mitterrand, les résultats d'un sondage ou même de rumeurs vraies, fausses, ou délibérément fabriquées. Catastrophe qui peut d'un seul coup précipiter toute la société - à part une minorité de nantis - dans une profonde misère. Ce sont là les vraies questions, pas un référendum sur un traité dont personne, même pas ses signataires, ne peut prédire aujourd'hui ce qu'il sera dans les années, voire dans les mois qui viennent.

***

A ce référendum, nombre de travailleurs ont voté "non" pour exprimer leur inquiétude devant l'avenir, pensant ainsi peut-être donner un avertissement à Mitterrand et aux socialistes qui sont au gouvernement depuis plus de dix ans, presque sans discontinuité. L'avertissement a-t-il été entendu ? Tout au plus a-t-il infléchi les discours des politiciens - de tous bords d'ailleurs. C'est à qui en rajoutera le plus sur "le malaise de la société", sur "le déficit social", sur "le divorce entre la société et ses représentants". Giscard d'Estaing parle de "la nécessité de s'occuper des préoccupations des gens" , le député UDF et vendéen de Villiers parle lui des problèmes des "gens d'en bas". Tous ces politiciens, à particule ou pas, s'intéressent aux gens du peuple, car ils n'oublient pas qu'il s'agit aussi d'électeurs. Mais ce qui apparaît surtout, c'est que ce sont les politiciens de droite, les Pasqua et les Séguin, ceux-là même qui ont fait grand tapage autour de la défense de la souveraineté nationale et autres colifichets tricolores et cocardiers qui tirent le meilleur profit des résultats du "non". On peut être sûr que ce n'est pas pour défendre "ceux d'en bas" contre la rapacité des capitalistes, ni européens, ni nationaux. Et si le tremplin que constitue les presque 50 % qu'a recueillis le "non" leur permet d'accéder demain à des responsabilités gouvernementales ou présidentielles, ce ne sera pas pour réduire le déficit social dont ils ont plein la bouche aujourd'hui.

Alors nous n'avons ni à nous réjouir ni à nous désoler du résultat de ce référendum. Les travailleurs auront de toutes façons à se défendre contre les exploiteurs, les spéculateurs et les politiciens à leur service. Non pas avec un bulletin de vote, mais avec leurs propres armes, celles de la lutte de classe.

LES RÉSULTATS DONNENT DES MUNITIONS POUR LES BATAILLES POLITICIENNES


AFP

Pasqua excluant "totalement" de remplacer Chirac à la tête du RPR... Mais la tête de l'Etat l'intéresse peut-être davantage.

Le "oui" l'a emporté, disent les leaders politiques qui en étaient partisans... De justesse répliquent ceux qui avaient choisi l'option inverse. Et comme à chaque fois après une consultation électorale, les politiciens des deux camps crient victoire.

Les moins triomphants cependant sont les champions du "oui". Il est vrai que leur 51% est loin de correspondre à ce que Mitterrand, les chefs de file du PS (moins Chevènement), plus Giscard, plus Chirac sont censés représenter électoralement. En revanche les partisans du "non" pavoisent, satisfaits d'avoir frôlé la majorité. Surtout le tandem Pasqua-Séguin, qui peut se flatter d'avoir derrière lui la majorité de l'électorat du RPR, si l'on en croit les sondages, et qui peut espérer, de ce fait, rallier bon nombre de notables de ce même RPR. Et c'est un objectif important dans la réussite de leurs projets.

Si les objectifs de Séguin sont encore mal précisés, par contre les ambitions de Pasqua sont, elles, quasiment ouvertement affichées. Il l'a pratiquement dit, il veut se mettre sur les rangs dans la course à l'Elysée. Pour cela il lui faut supplanter Chirac au sein du RPR, et pour cela faire la démonstration auprès des élus gaullistes que sa politique et son personnage leur offrent une meilleure chance de réélection. Le calcul de Pasqua est clair. En choisissant la rupture avec Chirac, au moment où celui-ci se rangeait dans le camp de Mitterrand, il s'est donné une image d'opposant résolu, contrairement à son rival. Mais en même temps, en tenant un discours cocardier, nationaliste, il chasse sur les terres du Front National. Pour y récupérer une fraction de son électorat ? Sans doute. Mais peut-être aussi pour avoir l'oreille d'un certain nombre de notables de ce parti qui, ne l'oublions pas, sont pour une bonne part issus eux-mêmes du RPR et de l'UDF.

De toute façon Pasqua peut se poser - ou tenter de le faire - comme le passage obligé de la droite dans les prochaines échéances électorales : les élections législatives. Celles-ci - à cause même du type de scrutin uninominal à deux tours - impliquent des alliances. Et les choix de Pasqua préparent de toute façon le terrain à des accords du côté de l'extrême-droite. Accords entre candidats, mais qui supposent bien évidemment que les électeurs y soient prêts. Cette étape s'inscrivant bien entendu dans un plan de carrière qui vise au-delà de cette échéance.

D'ailleurs on voit se développer des manœuvres du même type aussi bien à gauche, avec Chevènement, Max Gallo, Fiterman et d'autres. Entre les deux, la situation est encore plus confuse, aussi bien du côté du PS que de l'UDF où les candidats à la candidature sont, là encore, nombreux.

Qu'adviendra-t-il de tous ces calculs et de ces manœuvres dans les prochains mois ? Mieux vaut se garder de faire des pronostics. Bien des péripéties peuvent encore bouleverser le cours de ces batailles de chiffonniers dans lesquelles se heurtent avant tout les ambitions personnelles. Ces pugilats ne concernent pas les travailleurs.

Et ceux qui, parmi les travailleurs, ont cru qu'en votant "non" ils contribuaient à débloquer la situation en faveur de la prise en compte de leurs intérêts, comme on le leur a dit et répété, peuvent constater qu'ils ont surtout permis de débloquer la voie à des hommes de droite, comme Pasqua, qui aujourd'hui dans le camp du "non" a réussi à être l'homme politique que l'on entend le plus.

Jean-Pierre VIAL

AFP

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE : RETOUR À LA CASE DÉPART ?

A trois mois de l'échéance marquant l'entrée pour l'Europe des Douze dans le marché unique, le 1er janvier 1993, la construction européenne semble plutôt entrer dans une crise comme on n'en avait pas connu depuis quelques années.

Les turbulences monétaires de la semaine écoulée, le petit "oui" et ses répercussions chez les différents protagonistes de la construction européenne, font que celle-ci, avec sa perspective d'un marché unique des marchandises et des capitaux, avec une monnaie unique, prend des airs de fable à la façon de "Perrette et le pot au lait" : "adieu marché unique, monnaie unique...".

Avec le Danemark qui a dit non, la Grande-Bretagne qui ne se relève pas de la crise de la livre et qui a des états d'âme, l'Italie qui avait promis de revenir dans le SME le 22 septembre et qui a remis sa rentrée à plus tard, les défaillances sont multipliées.

Le traité de Maastricht avait été présenté comme une opération d'envergure où les grands Etats du marché commun, Allemagne, France et Grande-Bretagne, seraient les locomotives, tirant le char des économies européennes plus modestes, voire même chez les plus rêveurs, celui de l'économie mondiale.

Ces pays-moteurs devaient donner le ton, avec doigté et prévenance pour que les autres économies, moins riches, finissent tout de même par s'aligner. Tout avait été prévu pour négocier et réussir cette intégration économique, d'où une quantité de détails techniques rendant le traité bien illisible. On avait même dit que tous les pays européens, y compris ceux de l'Est, y auraient leur place.

Aujourd'hui, ces ambitions paraissent révisées à la baisse. On est entré dans une situation quasiment inverse. L'Europe à deux, voire trois vitesses, montre le bout du nez depuis que l'Europe des Douze a rétréci au lavage de la spéculation financière.

Avec la bourrasque monétaire, il ne reste qu'une poignée de pays, l'Allemagne, la France et le Benelux, c'est-à-dire même pas l'Europe des Six du traité de Rome, puisque l'Italie est sortie du SME, pour se sentir encore assez forts et unis pour tenter de réaliser le programme du marché et de la monnaie unique. Et à condition que de nouvelles dissensions ne voient pas le jour.

Quant à l'Europe des Douze, elle semble tout juste capable de se réunir au grand complet en octobre prochain pour se plaindre de la dureté des temps et négocier délais et aménagements.

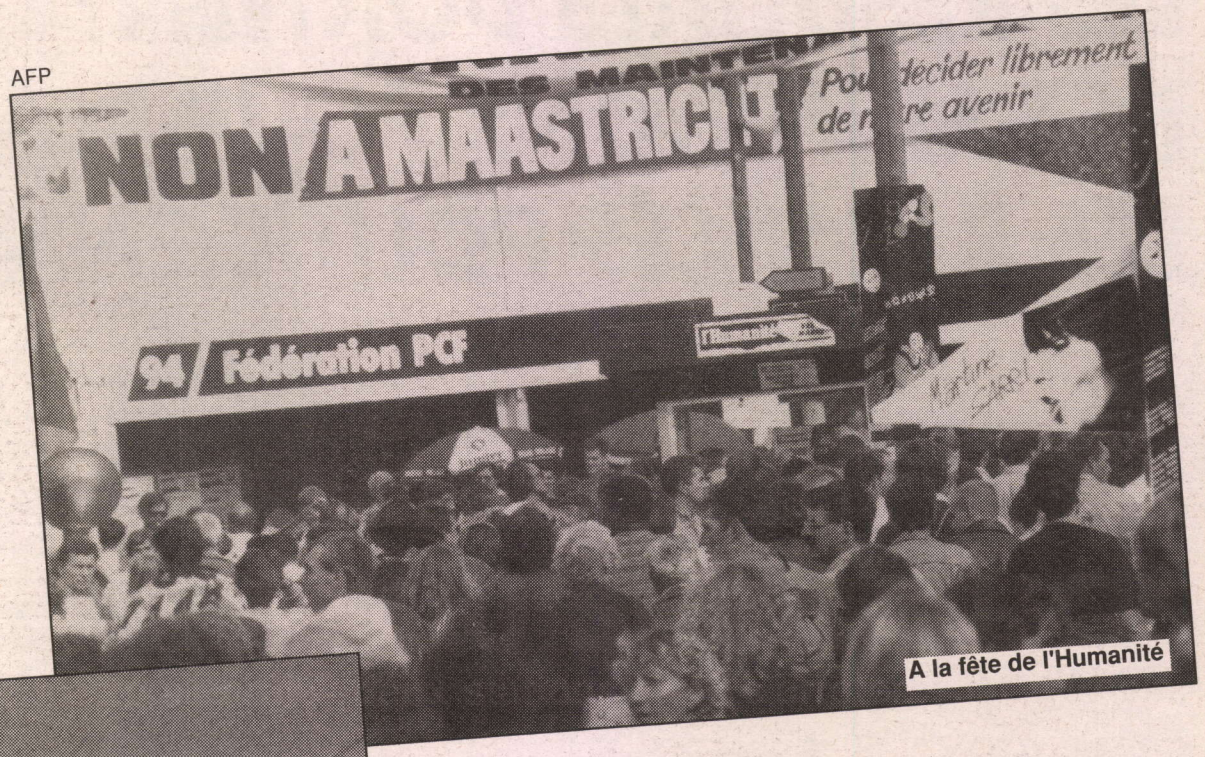
Car, en fait de réactions communes des partenaires européens face à la spéculation monétaire, on a assisté à un curieux spectacle : l'art et la manière de prendre des mesures protectionnistes pour protéger sa monnaie à soi, son économie, ses arrières, et... vogue le marché et la monnaie uniques.

On en est même aujourd'hui, depuis que le gouvernement danois négocie un semblant de modification pour justifier vis-à-vis des électeurs danois un nouveau référendum, à envisager de reporter l'échéance du grand marché à plus tard. On précise maintenant que l'accord sur l'acte unique est si bien conçu qu'il permet de repousser l'échéance du marché unique à une date quasiment infinie !

Il est vrai que les propagandistes de cette Europe capitaliste unie, les Kohl, les Mitterrand notamment, auraient bonne mine si le lancement du grand marché européen, présenté comme le prélude à la réalisation d'une monnaie unique, avait lieu au moment même où toutes les monnaies européennes flottent de façon débridée... au mépris des belles déclarations d'hier sur leurs intérêts communs.

Jacques FONTENOY

PCF
EN ROUTE POUR L'UNION DU "NON DE GAUCHE"...



AFP

A la fête de l'Humanité

AFP

Georges Marchais votant

A l'issue du référendum, le Parti Communiste, lui aussi, affiche sa satisfaction. Soulignant qu'un électeur sur deux a refusé Maastricht, il dit et redit sur tous les tons que le "non" est un "non" de gauche.

Il s'appuie en cela sur le fait, souligné par tous les commentateurs, que la carte du "non" recoupe dans une certaine mesure la carte sociale, les zones de concentrations ouvrières ou paysannes, et aussi celles qui étaient traditionnellement des fiefs de l'électorat de gauche. Mais pas toujours, comme c'est le cas pour la Côte-d'Azur.

La campagne du PCF, axée sur la "défense de la nation" et de la "souveraineté française", avait une tonalité qui n'était pas que "de gauche" et, sur ce terrain, elle ne différait pas beaucoup de celle des démagogues de droite ou d'extrême-droite, de ceux-là qui se bousculent aujourd'hui pour dire "la droite populaire c'est nous", et qui revendiquent avec le PCF ce relatif succès du "non", au moins aussi fort que lui. D'ailleurs, mieux vaut probablement pour le PCF que le "non" ait frisé la victoire sans l'emporter, car le PCF aurait alors eu encore plus de mal à faire passer cela, même auprès de son électorat et de ses militants, pour une victoire de la gauche, tant on aurait pu voir les hommes de droite et d'extrême-droite propulsés sur le devant de la scène.

Enfin, puisque le PCF le dit et le redit, sur le mode "enfoncez-vous bien ça dans la tête", que le "non" est un "non" de gauche, admettons un instant, par la grâce de la méthode Coué, cette affirmation. Restent alors quand même d'autres réalités contradictoires, avec lesquelles il paraît difficile de s'arranger.

D'abord, il y a les différents sondages faits à la sortie des urnes ou le lendemain du référendum, concernant des futures élections législatives, et qui attribuent au PCF entre 6 % et 7 % des voix, c'est-à-dire pas mieux que les plus mauvais scores de ces dernières années. Il est vrai que les sondages valent ce qu'ils valent, mais quand même... Et comme le Parti Socialiste, le meilleur défenseur du "oui" – autant à Maastricht qu'à Mitterrand – dans ces mêmes sondages, figure pour 18 % à 22 %, la "gauche" n'a pas vraiment l'air de sortir spécialement renforcée de ce référendum.

Le plus paradoxal – mais pas le plus étonnant – dans la position du PCF, c'est qu'il n'a pas attendu pour proclamer que, dorénavant, *"l'issue est à gauche"*, comme l'affirme un gros titre de *L'Humanité* du 21 septembre. Georges Marchais déclarait au soir même du 20 septembre :

"Dès demain, celles et ceux qui ont voté "oui" en espérant une amélioration, et qui ne sont nullement les adversaires des hommes et des femmes de gauche qui ont voté "non", pourront s'appuyer sur la force de l'opposition qui s'est manifestée aujourd'hui.

C'est à rassembler les uns et les autres, à continuer avec tous ceux que le débat en cette période a permis d'engager sur d'autres solutions, que le Parti Communiste est décidé à travailler... En mars prochain, ce seront les Français qui voteront et ils peuvent ouvrir une autre issue, à gauche".

Après onze années d'usure du pouvoir mitterrandien, auquel le PCF a fourni des ministres en ses débuts, Marchais n'a rien d'autre à proposer, comme issue aux problèmes et aux inquiétudes du monde du travail, qu'une nouvelle alliance électorale avec les socialistes pour les législatives de mars prochain. Si c'est tout ce à quoi aboutit toute *"la force du "non"* qui s'est exprimée dans les urnes le 20 septembre, pour les militants du PCF, il n'y a pas vraiment de quoi pavoiser.

Louis GUILBERT

... ET DU "OUI" SOCIALISTE

CERCLE LÉON TROTSKY

Les grandes puissances impérialistes face à la situation dans l'ex-Yougoslavie

Vendredi 2 octobre 1992 à 20 h 30

Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris Metro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

LES RESSORTS DE L'ACTION HUMANITAIRE

La France, par l'intermédiaire de GIAT Industrie, va vendre à la Turquie des canons et des tourelles destinées à des blindés, et entraîner des militaires turcs à leur utilisation. Il a été signé pour 1,5 milliard de francs de contrats.

L'armée turque, qui massacre les populations kurdes dans l'Est du pays, pourra ainsi "tuer français". Madame Mitterrand et Bernard Kouchner pourront toujours ensuite aller protester contre le massacre des Kurdes... en Irak.

PARTAGE DU TRAVAIL ET PARTAGE DU POGNON

Le Conseil des ministres a adopté le projet du travail à temps partiel. Les patrons qui le pratiqueront pourront dorénavant le faire au bénéfice d'un abattement de 30 % sur les cotisations à la Sécurité sociale.

Qui va payer ? Qui va empocher ? Pas la peine de poser la question.

Cela fait une mesure de plus qui, au nom de la lutte contre le chômage, ira engraisser les exploiteurs, et ne créera pas un emploi supplémentaire.

Et c'est signé : gouvernement socialiste.

Allemagne

Le week-end dernier, les 19 et 20 septembre, comme les précédents, a apporté son lot d'attaques multiples et variées contre des foyers d'immigrés et camps d'accueil de réfugiés. Elles se chiffrent par dizaines. Elles ont lieu surtout dans l'ancienne Allemagne de l'Est, mais aussi à l'Ouest. A Wismar sur la Baltique, en particulier, après plusieurs nuits où de jeunes "casseurs" s'en sont pris au foyer de demandeurs d'asile, le week-end a été marqué par de plus sérieux affrontements avec 200 policiers. 68 jeunes ont été arrêtés, et sont probablement tous relâchés à l'heure qu'il est, pour *"manque de preuves"*.

Andréw REID/ Gamma

L'un des attaquants d'un foyer d'immigrés arrêté par la police.

PRESSION DE L'EXTRÊME-DROITE ET SURENCHÈRE POLITICIENNE CONTRE LE DROIT D'ASILE

Les manœuvres de l'extrême-droite

Les autorités fixent à environ un millier le nombre des attaques et exactions pour l'année écoulée, qui ont fait 700 blessés et dix morts.

Ce sont surtout des jeunes et même de très jeunes, de milieu petit - bourgeois comme de milieux populaires, qui participent à ces actions d'intimidation ou expéditions punitives contre les étrangers, surtout contre les Tziganes venus de Roumanie, et soutenus au moins moralement par ceux que les nouvelles difficultés de la vie - chômage, hausse des prix et en particulier des loyers - aveuglent et portent à s'en prendre à ces boucs émissaires faciles que sont les étrangers. Mais il est évident que ce sont des groupes militants d'extrême-droite qui sont à l'initiative de cette violence.

L'extrême-droite en Allemagne compte-t-elle aujourd'hui 2000, 10 000 ou 60 000 militants ? Quel type de militants, prêts à quoi ?

En dehors des "Républicains" de Franz Schönhueber - l'ami allemand de Le Pen - qui représente, comme ici le Front National, l'extrême-droite plutôt installée et avide de respectabilité parlementaire voire gouvernementale (et qui selon certaines consultations électorales ou sondages récents représenterait quelque 6 à 10% de l'électorat), une multitude de petits groupes se réclamant plus ou moins franchement du nazisme existent en Allemagne.

Droit d'asile, une polémique pré-électorale

La politique de l'extrême-droite trouve aussi du répondant dans les milieux politiques. Car l'Allemagne bourgeoise, comme la France bourgeoise, vit au rythme des rendez-vous politiciens - là-bas les prochaines législatives sont pour 1994.

Et les grands partis de la bourgeoisie, CDU en tête, pour répondre aux inquiétudes d'une partie de la population, et ne pas se laisser prendre une fraction de leur électorat par les xénophobes de droite et d'extrême-droite, ont alimenté une campagne contre le droit d'asile, ou plus exactement en faveur d'une réforme de la constitution qui alignerait l'Allemagne sur la législation plus restrictive d'autres grands pays occidentaux.

C'est un fait que la constitution allemande (la Loi Fondamentale de l'ancienne RFA) est particulièrement libérale sur le chapitre du droit d'asile, l'accordant en principe automatiquement à toutes *"les personnes victimes de persécutions politiques"*. Cette constitution date des premières années de la RFA quand la bourgeoisie de la nouvelle Allemagne de l'Ouest, nouvellement attelée au bloc des démocraties occidentales, a eu besoin de montrer patte blanche après douze ans de nazisme et de montrer que son régime était autrement libéral que celui des voisins dictatoriaux de l'Est. Et cela posait peu de problèmes à l'époque car après les grands déplacements de population d'après guerre, les mouvements vers l'Allemagne se sont réduits et les demandeurs d'asile n'ont pas été si nombreux que l'Allemagne en pleine prospérité économique n'ait pas été capable de les accueillir.

Mais depuis deux ans évidemment, la situation n'est plus du tout la même. L'Allemagne réunifiée compte aujourd'hui sur son sol les 70% des demandeurs d'asile de toute l'Europe de la communauté ; pour la seule année 1992, il y en a 400 000 qui sont encore dans l'attente que leur situation soit régularisée, dans un sens ou dans un autre (dont près de la moitié sont des Yougoslaves).

Le revirement des dirigeants sociaux-démocrates

Certes, si les attentats racistes et le peu de crédit qu'ils recueillent auprès d'une partie de la population font la Une des journaux, une partie de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie d'Allemagne - un pays où les sympathies existent à l'égard des "réfugiés", parce que bien des familles dans un passé pas si lointain l'ont été elles-mêmes - n'est pas xénophobe et cherche à être le plus accueillante.

N'empêche que le SPD, comme la CDU, sensible lui aussi à la pression des couches les plus xénophobes et réactionnaires, a discuté à son tour du problème. Dans un premier temps, ses dirigeants s'étaient dits favorables non pas à une réforme constitutionnelle, mais seulement à l'application d'une procédure accélérée et plus stricte d'instruction des dossiers de droit d'asile.

Mais aujourd'hui, le SPD - du moins ses hautes sphères - franchit le pas de se rallier à l'idée de réformer la constitution. Pourquoi ? Parce que la constitution serait vraiment "le" problème ? Elle ne l'est pour personne. D'autant que la polémique pour savoir si Polonais, Yougoslaves ou Roumains sont "réfugiés politiques" ou "immigrés économiques" suffirait déjà à justifier tous les arbitraires dans l'application du droit d'asile, selon les besoins de la bourgeoisie.

Alignement du SPD sur la CDU

C'est que les grands partis sont discrédités. La CDU de Kohl qui est au gouvernement depuis maintenant dix ans l'est certainement le plus. Kohl s'en est personnellement rendu compte quand il a essuyé une bourrasque d'oeufs frais et autres projectiles lors de son tout dernier voyage à Suhl, dans l'ex-RDA. Mais le SPD, normalement "challenger", n'est pas en meilleure position, comme des élections récentes l'ont montré. Ni l'un ni l'autre ne se sent en situation de faire ou de regrouper une majorité, à l'issue des prochaines législatives qui auront lieu en 1994. Ni la CDU avec le petit parti libéral, comme c'était le cas jusqu'à présent. Ni les sociaux-démocrates avec les Verts. Sans compter que l'extrême-droite, si la situation économique et sociale reste en l'état ou empire, risque d'engranger des scores importants. Alors dirigeants de la CDU comme du SPD parlent de plus en plus fort depuis quelque temps d'une "grande coalition", d'un gouvernement auquel ils participeraient ensemble. Ce qui veut dire que le SPD - car c'est lui qui fait l'essentiel du chemin - s'aligne sur la CDU, multiplie les points de ralliement politique : ralliement à l'idée d'une réforme de la constitution qui permettrait à l'armée allemande d'intervenir à l'extérieur des frontières, ralliement à cette fameuse réforme qui supprimerait le droit d'asile...

Mais pour les travailleurs, les jeunes, les exploités et les opprimés d'Allemagne, ceux qui s'inquiètent, avec quelques sérieuses raisons, de la situation sociale et de la montée du racisme militant... il n'y a aucune solution politicienne... Mais le problème n'est pas seulement de manifester, à 15 000 ou 20 000 à Berlin ou Rostock, à 2 000 ou 1 500 dans de plus petites localités... Le problème n'est pas de pleurer ensemble et en cortège. Ce serait d'offrir une voie et un espoir de lutte, si ce n'est encore de révolution, à la classe ouvrière qui pèse un sacré poids en Allemagne.

Michelle VERDIER

VERS UN NOUVEAU KRACH ?

Le vent des spéculations qui a soufflé d'abord contre le dollar puis contre diverses monnaies européennes a complètement déséquilibré le système monétaire européen. Celui-ci, en train de s'effondrer au moment même où l'on votait en France sur Maastricht, n'a guère été sauvé par le "oui" à Maastricht.

AFP

A la Bourse de Paris.

La menace d'un nouveau krach, la fragilité du système économique capitaliste ne sont pas dues à la construction de l'Europe, à son rythme, au référendum sur Maastricht ni à son résultat.

Spéculation plutôt qu'investissements

Les vagues de spéculations sont en fait incessantes depuis le début de la crise il y a plus de quinze ans, dans la mesure où la stagnation économique n'incite pas ceux qui possèdent des capitaux et en attendent des profits à investir dans la production.

Et depuis quinze ans, les usines licencient les travailleurs, pour placer leurs capitaux dans des opérations financières et spéculatives qui rapportent plus gros en moins de temps mais ne créent aucune richesse réelle, ni aucun emploi.

C'est ainsi que depuis quinze ans on a vu des masses considérables de capitaux se diriger soudain vers des secteurs jugés prometteurs. Ça a été tour à tour le pétrole, les œuvres d'art, plus particulièrement les tableaux, les actions : les bourses ont battu des records avant de subir un krach en 1987. La spéculation immobilière a pris le relais mais elle est abandonnée maintenant à nouveau au profit de la spéculation monétaire.

Les masses de capitaux en jeu sont considérables ; elles ont fait boule de neige pendant toutes ces années de crise, pendant toutes ces années où patrons et gouvernants ont prêché l'austérité aux travailleurs, où ils ont surexploité les peuples du Tiers Monde et mis plus que jamais la terre entière en coupe réglée. Ces profits considérables tirés de l'exploitation n'ont pratiquement pas été réinvestis dans la production mais sont venus grossir d'année en année l'énorme masse de capitaux que leurs propriétaires n'investissent pas dans la production mais placent sur les marchés financiers, là où les profits sont les plus gros.

Spéculation monétaire et impuissance des Etats

Depuis quelques semaines, ces capitaux en mouvement ont commencé à chercher, sans doute à cause de la faiblesse du dollar, une autre monnaie qui paraisse plus avantageuse. Car l'argent lui-même est objet de spéculations. Et les masses de capitaux se précipitant sur le Deutschemark ont finalement ébranlé tout le système monétaire européen, la livre, la lire et la peseta ne parvenant pas à maintenir leur taux de change avec une monnaie si fortement demandée et étant contraintes à la dévaluation. C'est maintenant le franc qui est menacé pour la même raison. En fait depuis l'ébranlement du système, la spéculation s'est considérablement renforcée, les capitaux jouant à la hausse ou à la baisse sur telle ou telle monnaie et se déplaçant d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre, mettant en danger tour à tour les différentes monnaies européennes.

Dans ces conditions, l'attrait puissant du profit et la crainte de pertes financières, alimentées par la moindre rumeur, par les problèmes de prostate de Mitterrand, par les pronostics sur les résultats du référendum en France, par le moindre espoir ou la moindre inquiétude ont fait que chacun s'est débarrassé de la monnaie faible du moment, en l'affaiblissant du même coup encore plus.

Les masses monétaires en jeu sont si grandes que pas un Etat n'a vraiment les moyens de faire face à ces importants coups de boutoir contre sa monnaie. Quand on sait qu'en 24 heures la Grande-Bretagne a dû mettre sur le marché près de la moitié de ses réserves pour tenter d'enrayer la spéculation contre la livre, on comprend qu'elle n'a pas eu les moyens de renouveler l'opération bien longtemps et que la livre a finalement été dévaluée. Tous ceux qui avaient joué la livre à la baisse ont empoché un joli bénéfice et les devises de la banque d'Angleterre n'ont pas été perdues pour tout le monde !

Et les Etats sont d'autant plus désarmés devant ces vagues spéculatives qu'ils sont au service des grandes puissances financières qui pèsent de tout leur poids dans ces spéculations ; qu'ils sont au service de ces possésseurs de capitaux que sont justement les spéculateurs. C'est le système capitaliste dont le moteur est le profit qui engendre ces phénomènes spéculatifs d'autant plus vigoureux qu'il y a crise du système productif. Et les Etats qui défendent

LES MÉCANISMES DE LA SPÉCULATION...

Les monnaies actuelles sont des moyen d'échange constitués par des symboles sans valeur en eux-mêmes : billets , écritures, ou même signes électroniques. Leur usage est imposé à l'intérieur d'un pays donné par l'Etat qui les émet. Dans les échanges internationaux, la "valeur" d'une monnaie est basée sur la confiance qu'en ont les utilisateurs.

QU'EST-CE QUE LE TAUX DE CHANGE ?

C'est le taux auquel une monnaie s'échange contre une autre. Le 21 septembre par exemple le dollar américain s'échangeait contre 5,095 francs.

COMMENT S'ÉTABLIT-IL ?

Le taux de change peut être flottant ou fixe.

Le franc et le dollar sont par exemple flottants l'un par rapport à l'autre. Ce qui signifie que leur taux de change varie, au jour le jour, en fonction de l'offre et de la demande. Quand il y a bien plus de gens qui veulent acheter du dollar contre du franc que d'en vendre, le prix du dollar exprimé en franc devient de plus en plus cher, son taux de change monte. Une demande accrue de dollars peut correspondre à des échanges réels de marchandises: servir par exemple à acheter des produits sur le marché américain. Mais dans la réalité, elle correspond dans une proportion bien plus grande à des mouvements de capitaux sans échange de marchandises ; des possesseurs de capitaux échangent leurs francs contre des dollars ou leurs dollars en marks dans un but spéculatif et parce qu'ils veulent se débarrasser d'une monnaie en laquelle ils ont perdu confiance.

Lorsque le taux de change entre deux monnaies est fixe, ces deux monnaies s'échangent l'une contre l'autre toujours dans la même proportion. Le taux de change entre le franc et le mark allemand est censé être fixe (ou du moins, seule une petite variation est tolérée). Mais s'il y a un déséquilibre, brutal ou persistant, entre l'offre et la demande des deux monnaies, l'un ou l'autre des deux Etats - ou les deux de commun accord - peut décider suivant la nécessité, soit d'abaisser le taux de change de sa monnaie par rapport à l'autre - une dévaluation - soit de l'augmenter - une réévaluation. Une dévaluation ou une réévaluation de 10% rapporte autant au possesseur de capitaux qui a eu le nez creux et qui a choisi la "bonne" monnaie du moment.

D'OÙ PEUT VENIR UN DÉSÉQUILIBRE PERSISTANT ENTRE MONNAIES ?

Chaque Etat manipule sa monnaie à l'intérieur de ses frontières, directement ou indirectement, pour se procurer des ressources. Il fait "marcher la planche à billets" par exemple. Ou encore il laisse se creuser un déficit budgétaire, compensé par des emprunts etc, toutes sortes de manipulations qui aboutissent à de la création monétaire. Depuis la crise, chaque Etat aide sa bourgeoisie dans des proportions colossales. L'endettement, les déséquilibres monétaires que cela entraîne, affectent tous les Etats, mais pas nécessairement dans les mêmes proportions et au même moment.

QU'EST-CE QUE LE TAUX D'INTÉRET ?

C'est le "loyer " de l'argent, fixé par les autorités monétaires de chaque pays, et qui détermine ce que l'argent prêté va rapporter. Toute chose étant égale par ailleurs, l'argent va se porter vers le pays où les taux d'intérêts sont les plus élevés. Autrement dit, les possesseurs de capitaux auront tendance à transformer leurs avoirs dans la monnaie de ce pays.

MAIS POURQUOI LES DÉRAPAGES MONÉTAIRES BRUTAUX ?

Il y a à l'échelle internationale une quantité colossale d'argent qui n'est pas investi dans la production. Leurs propriétaires sont en permanence à l'affût d'un placement qui rapporte. Une dévaluation, une réévaluation, une variation du taux d'intérêt dans un pays donné, même minime, rapporte gros, car le profit est instantané. La moindre rumeur, économique ou politique, pousse les détenteurs de capitaux à anticiper et à transférer leurs capitaux en la monnaie dont la parité a une chance d'augmenter. Mais lorsque les plus gros détenteurs de capitaux "anticipent" de la sorte, ils créent le mouvement même là où il n'y avait que rumeur. En fait, les plus gros détenteurs d'argent sont capables de provoquer des mouvements de capitaux tels qu'ils entraînent inévitablement une dévaluation ou une réévaluation. D'autant plus que les plus gros joueurs

le système sont évidemment impuissants à mettre hors d'état de nuire les spéculateurs.

Car malheureusement cette façon qu'ont les possesseurs de capitaux de s'enrichir en pariant à la hausse ou à la baisse du pétrole, de l'or, de l'immobilier, de la monnaie, etc., etc ne concerne pas que le monde des riches qui, après tout, pourraient s'amuser à se voler entre eux sans que les travailleurs soient plus touchés par leurs malheurs que s'ils avaient perdu leur chemise au casino.

Car depuis des années, la classe ouvrière dans le monde entier paye par le chômage, les fermetures d'usines, la baisse de son niveau de vie, la politique qui consiste à utiliser tout l'argent tiré de l'exploitation des travailleurs à des spéculations stériles au lieu de l'investir dans la production pour créer des emplois et satisfaire les besoins de la population.

Le risque d'un véritable effondrement

Mais ça pourrait devenir pire encore. Car lorsque les possesseurs de capitaux se livrent à ces spéculations effrénées et provoquent ces à-coups à la Bourse ou dans le système monétaire il y a le risque que toute l'économie soit paralysée et s'effondre et que soient entraînés dans la ruine non seulement les spéculateurs mais toute la population laborieuse. Et le risque est d'autant plus grand que le système est plus malade, que les banques, les particuliers et les Etats sont plus endettés, que les spéculateurs spéculent davantage encore avec l'argent des autres, emprunté officiellement ou pas. Et c'est pourquoi les commentateurs sont aujourd'hui si inquiets car ils pensent eux-mêmes que l'économie est moins capable qu'en 1987 d'encaisser un nouveau krach.

Alors voilà ce que le système réserve aux travailleurs pour les années à venir : ou bien une période de stagnation prolongée avec encore plus de chômage, baisse du pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail et de vie, ou bien alors carrément la catastrophe brutale, le blocage de l'économie, les banques en faillite, l'épargne anéantie, le chômage et la misère généralisés. Tout cela parce que ce système fait dépendre la vie de millions d'hommes d'une bande d'exploiteurs avides de profits, prêts à toutes les spéculations au mépris de l'intérêt général.

C'est dire que les travailleurs auront à se défendre dans la période qui vient. Pour empêcher la dégradation de leurs conditions de vie qui n'a que trop duré, pour refuser de payer les pots cassés par d'autres. Et au-delà, la classe ouvrière a seule la force, à condition qu'elle en ait la volonté politique, d'empêcher tous ces gens-là de nuire, de remettre la société sur ses pieds et de sauver l'ensemble de la population des cataclysmes que les irresponsables qui dirigent l'économie nous préparent.

Dominique CHABLIS

MONÉTAIRE

de ce casino du monde capitaliste peuvent jouer...à crédit ! Toutes sortes de techniques bancaires et boursières (ventes et achats de monnaies ou d'actions à terme, etc) permettent de spéculer avec de l'argent qu'on a emprunté dans l'espoir que le profit de la spéculation sera supérieur à l'intérêt sur l'emprunt.

QUI SONT LES SPÉCULATEURS ?

Tous les capitalistes l'ont été, le sont ou le seront. De nos jours, l'activité capitaliste est inséparable de l'activité spéculative. Il est vain de vouloir distinguer entre les groupes capitalistes qui se borneraient à réagir "normalement" pour préserver, par anticipation, leurs avoirs face à une menace de dépréciation monétaire et les attitudes d'individus ou de sociétés qui agiraient délibérément avec des intentions spéculatives. Les deux comportements s'alimentent l'un l'autre , et sont le fait des mêmes personnages, et des mêmes groupes financiers et industriels qui agissent en connaissance de cause car ils n'ignorent pas les risques qu'ils prennent, ou plutôt qu'ils imposent à tout le système : leur système. Même s'ils créent de la sorte une situation qui leur échappe, et qui peut devenir totalement inmaitrisable.

Les banques centrales défendent leur monnaie ainsi attaquée en la rachetant massivement, pour essayer d'éviter sa baisse en puisant dans leur réserve... au risque d'accroître le déséquilibre. Ce sont ces sommes là qui alimentent les bénéfices de la spéculation.

LA FIN DU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN ?

Au moment de sa mise en route en 1979, le Système monétaire européen avait lui-même remplacé le "serpent monétaire européen", la précédente tentative des Etats européens de garder le contrôle des fluctuations monétaires qui agitent le monde impérialiste depuis plus de vingt ans.

Les fluctuations des taux de change sont préjudiciables aux échanges internationaux. Le capitaliste qui vend sur un marché étranger est menacé de voir ses encaissements - et donc ses profits - écornés par une brusque baisse de la parité de la monnaie dudit marché étranger.

Depuis quelque vingt ans que dure l'instabilité monétaire internationale, les pays d'Europe occidentale, aux économies très liées, essaient de protéger leur commerce intereuropéen, en essayant de trouver un système permettant aux monnaies européennes de garder entre elles des taux de change fixes.

C'est pour résister aux pressions américaines, qui essayaient d'imposer aux principales économies européennes de réévaluer leur monnaie, que les partenaires du marché commun - ils n'étaient encore que six - se concertèrent pour tenter de mettre sur pied une réponse commune. En 1971, ils lançaient pour la première fois l'idée d'une union économique et monétaire pour faire face aux attaques du dollar.

DU SERPENT EUROPÉEN...

Au printemps 1972, après avoir consulté la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège qui devaient les rejoindre le 1er janvier 1973, ils se mirent d'accord pour que les monnaies ne connaissent pas entre elles de fluctuations supérieures à 2,25 % d'écart. Les journalistes baptisèrent bientôt "serpent européen" la courbe que ces fluctuations dessinaient à l'intérieur d'un "tunnel" représentant les 4,5 % de fluctuations que les Etats-Unis avaient acceptés pour les monnaies non-américaines, lors de précédents accords internationaux.

Pourtant, ces belles intentions européennes ne suffirent pas à faire fonctionner le "serpent européen". La livre anglaise, qui devait rejoindre le système, ne put se maintenir dans le cadre du tunnel. Puis ce fut le tour de la lire italienne, pour laquelle on créa un double système : une lire commerciale jouant le jeu du serpent et une lire financière, hors du tunnel et hors du serpent. La deuxième dévaluation du dollar (13 février 1973) lui fut fatale.

Bientôt, les monnaies européennes, déjà moins solidaires (les livres anglaise et irlandaise, la lire flottaient) "sortaient du tunnel" en ne respectant plus l'écart fixé à 4,5 % avec le dollar. En 1976, le système monétaire international abandonna les parités fixes au profit des changes flottants, ce qui rendit plus difficile pour les Etats européens de maintenir une attitude commune. Avec la sortie du franc, quatre monnaies sur neuf étaient sorties du serpent.

... AU SME

Il fallut attendre une certaine stabilisation des changes en 1977-1978, pour que les Etats européens essayent de perfectionner le "serpent" en le remplaçant par le SME. On relança alors l'idée de l'union économique et monétaire.

La base du nouveau SME, entré en vigueur le 13 mars 1979, c'est l'écu. Chaque monnaie nationale a une valeur déterminée par rapport à l'écu. La marge de fluctuation reste de 2,25 %. Pour pouvoir mieux réagir que le serpent, le SME fut doté d'un indicateur permettant théoriquement de mesurer chaque jour les fluctuations vers le bas, comme vers le haut. Si les fluctuations dépassent le seuil fixé, le gouvernement du pays concerné doit intervenir.

Dans la réalité, le SME a rempli son rôle comme il a pu. Dans les cinq premières années de son existence il a continué à subir ce qu'il était convenu alors d'appeler le "yoyo" du dollar. Puis l'euphorie spéculative des années 80 masqua les inconvénients d'un système monétaire européen guère plus efficace que celui auquel il avait succédé.

Les récentes sautes monétaires ont montré à tous que le SME, censé mettre de l'harmonie entre les monnaies européennes, s'avère totalement inefficace au moment où ses inventeurs ont le plus besoin de lui. Car, quand tout va bien, il n'est pas difficile pour les différents Etats membres du SME de jouer le jeu. Tandis qu'en cas de difficultés réelles, rien ne va plus car chacun est trop occupé à défendre ses intérêts propres.

Jacques FONTENOY

AFP

Les douze monnaies européennes vont-elles dériver chacune de leur côté ?

Italie

APRÈS L'AUSTÉRITÉ L'AUSTÉRITÉ

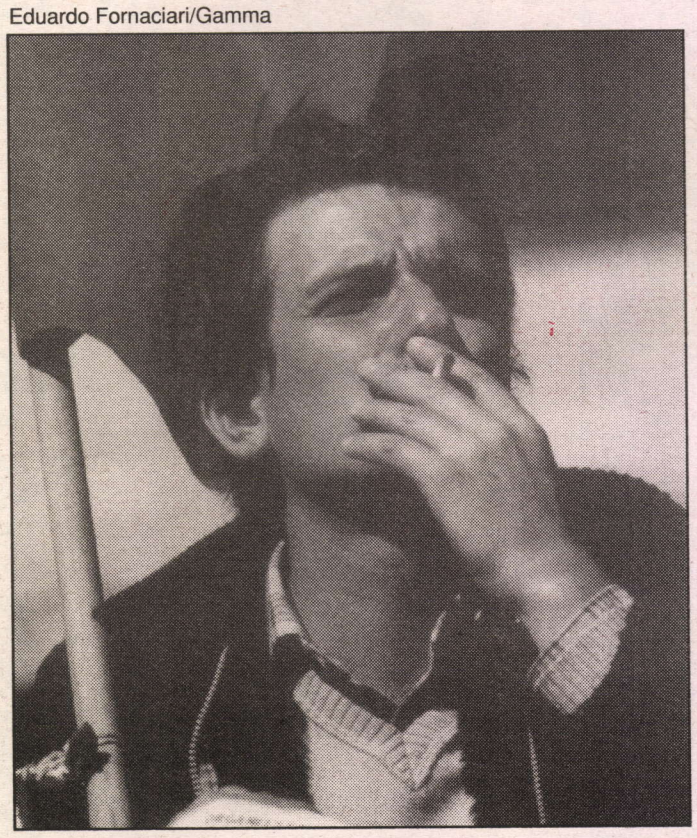
Après l'éclatement de la crise monétaire, la dévaluation de la lire et sa sortie du Système monétaire européen, l'Italie vit à l'heure des décrets-lois du gouvernement Amato.

Celui-ci avait déjà réclamé, quelques jours auparavant, les pleins pouvoirs pour trois ans en matière économique. Il avait dû reculer devant l'opposition de la plupart des partis, mais aussi des industriels qui réclamaient "des actes", tandis que le dirigeant du syndicat CGIL Bruno Trentin réclamait rien moins qu'un "cabinet de guerre".

Mais dès le 17 septembre, saisissant l'occasion fournie par la crise des monnaies et le climat de dramatisation de la situation économique, le gouvernement Amato lançait une nouvelle rafale de mesures d'austérité, que la procédure des décrets-lois permet de rendre immédiatement applicables sans attendre la discussion du Parlement. Trentin en somme avait satisfaction : le gouvernement se montrait en effet décidé à être "un cabinet de guerre"... contre la classe ouvrière.

Côté syndical, les réactions étaient modérées. Après une longue réunion – car paraît-il il fallait du temps pour étudier en détail les mesures gouvernementales – les secrétaires des trois confédérations déclaraient bien que l'ensemble des mesures distribuaient les sacrifices "de façon inique", mais pour préciser aussitôt que des problèmes économiques "d'une telle portée" ne pouvaient se résoudre par une grève générale. Bref, les leaders syndicaux étaient disponibles pour une discussion "constructive", comme ils en ont l'habitude.

Eduardo Fornaciari/Gamma



Grève chez Fiat, il y a quelques années.

Le lendemain, vendredi 18 septembre, leur ton a dû quelque peu changer. Car dès le matin, les réactions ouvrières se faisaient sentir. Des débrayages et manifestations se produisaient à Naples, à Florence notamment, et surtout dans la ceinture industrielle de Milan, à l'initiative de travailleurs de diverses usines comme Maserati, Alfa Romeo, Breda, Marelli.

Du coup, Trentin, le secrétaire de la CGIL, l'homme qui il y a moins de deux mois, le 31 juillet, signait sans sourciller avec le gouvernement et les industriels l'accord supprimant l'échelle mobile des salaires et bloquant les contrats collectifs, changeait de ton et se déclarait prêt *"à recourir à un ou même deux jours de grève générale si cela est nécessaire et efficace"*. Et en attendant, les confédérations syndicales annonçaient un calendrier savamment programmé de grèves par régions : le 22 septembre en Toscane, le 23 en Lombardie et Emilie-Romagne, le 24 la Campanie, la Ligurie et les Marches, le 25 le Piémont et le Latium (région de Rome), tandis que la Vénétie et les Pouilles devaient attendre jusqu'au 29 pour manifester. Les retraités, particulièrement touchés, devaient eux aussi manifester... mais de leur côté eux aussi.

On le voit, les dirigeants syndicaux italiens n'ont pas perdu leurs réflexes : diviser le mécontentement ouvrier par région, par catégories, orchestrer les protestations et les étaler dans le temps pour éviter qu'à aucun moment elles ne se rejoignent et risquent de prendre un caractère explosif. Le prétexte est de "préparer" les travailleurs à protester, mais en réalité l'objectif est de les épuiser, de les convaincre que protester est vain. Après, dans un mois ou deux, les dirigeants syndicaux organiseront peut-être une journée de grève générale, non pas pour donner de l'élan et de la vigueur à la riposte de la classe ouvrière, mais pour mettre le point final à ses protestations. Entre-temps, ils s'emploieront à négocier avec le gouvernement et les industriels pour pouvoir embrouiller les choses, annoncer un jour qu'ils ont obtenu un assouplissement de telle ou telle mesure, que par exemple en échange du blocage des salaires ils ont obtenu une révision de telle ou telle tranche d'imposition, ou obtenu qu'on augmente aussi un peu les impôts des professions libérales, et présenter cela comme une grande victoire ! Moyennant quoi, le plan d'austérité pourrait passer, du moins c'est ce qu'espèrent ces prétendus dirigeants ouvriers, comme en sont passés d'autres, comme est passée la suppression de l'échelle mobile, même si Trentin proclame aujourd'hui que *"l'accord du 31 juillet est mort"*... mais sans réclamer aujourd'hui pour autant qu'on la rétablisse.

Du côté des bourgeois italiens et européens, on

PRINCIPALES VISÉES : LES CLASSES POPULA

L'objectif des mesures d'austérité annoncées par le gouvernement Amato est de réduire autoritairement le déficit du budget de l'Etat pour une somme prévue de 93 000 milliards de lires (environ 450 milliards de francs). Alors Amato n'a pas lésiné sur les mesures visant les catégories les plus populaires.

Parmi les principaux visés, les retraités ou ceux qui s'apprêtaient à l'être. Les revalorisations des retraites en fonction de l'évolution du reste des salaires sont bloquées pour toute l'année 1993, et leur revalorisation en fonction du coût de la vie suspendue. L'âge de la retraite, jusqu'ici de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes, sera remonté par paliers jusqu'à 65 ans pour les deux sexes. A titre de mesure immédiate, tous les départs en retraite sont suspendus jusqu'au 31 décembre 1993.

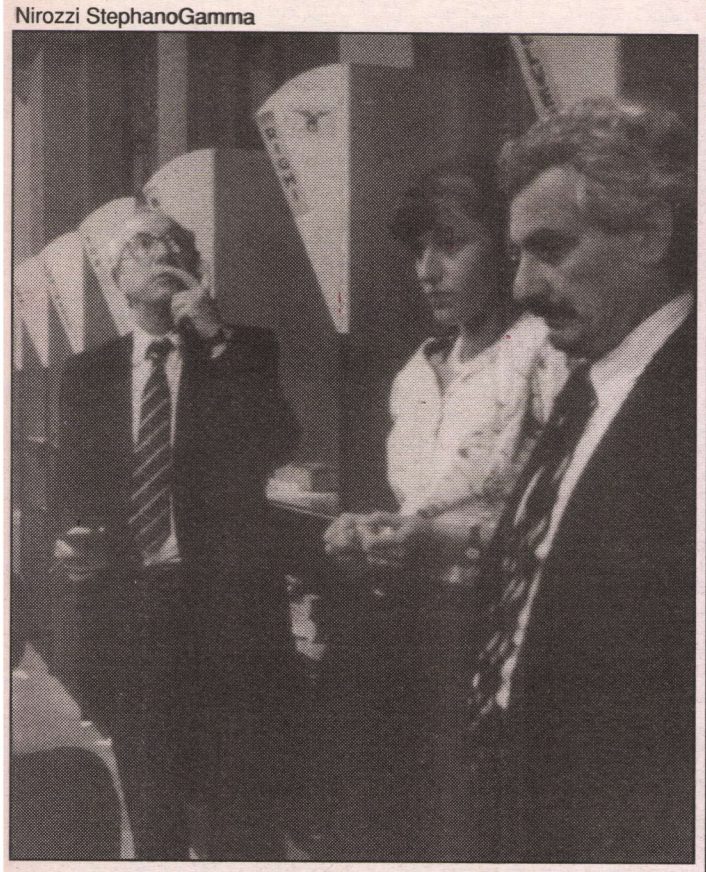
L'ensemble des salariés, déjà frappé durant l'été par la suppression de l'échelle mobile des salaires et le blocage des conventions collectives, n'est pas épargné non plus. Il a droit, de son côté, à une majoration de l'impôt sur le revenu. Les tranches d'imposition sont ramenées au niveau de 1989, ce qui revient à annuler la révision de ces tranches qui avait été faite en trois ans d'inflation. En matière de Sécurité sociale de même, toute une série de dépenses médicales ne seront plus remboursées aux familles dont le revenu excède 40 millions de lires (environ 180 000 F annuels), c'est-à-dire en pratique la plupart des couples salariés.

Dans cet ensemble, les mesures dites d'équité fiscale sont là à titre parfaitement symbolique. Ainsi un impôt de 0,75% sur le patrimoine net des entreprises est annoncé, mais, comme par hasard, il s'agit là, à la différence de toutes les autres mesures, d'un projet de loi et non d'un décret-loi.

Ferraris/Gamma

Grève générale en Italie en 1987

Nirozzi StephanoGamma



A la Bourse de Rome

semble avoir apprécié le plan d'austérité et être tout à fait rassuré par les réactions syndicales : les jours suivants, la lire se redressait et la Bourse aussi... Jusqu'à quand ?

Mais les gens du monde de la finance, de la spéculation, de l'industrie (ce sont les mêmes) ne pourront triompher éternellement. Car les travailleurs italiens convaincus qu'ils doivent mettre les pieds dans le plat et passer outre aux manœuvres des bureaucrates syndicaux sont de plus en plus nombreux.

Trentin lui-même en a fait la douloureuse expérience, dès le mardi 22 septembre à Florence lors de la journée de grève de la Toscane, au milieu d'une ville pratiquement bloquée par les travailleurs en grève, au nom desquels il prétendait prendre la parole. Il a dû écourter son discours devant la pluie de pommes de terre, tomates et boulons...

Il est vrai que Trentin a eu droit à des déclarations de solidarité... en particulier de la part du Premier ministre, Amato, promoteur du plan d'austérité !

André FRYS

...IRES

Façon de dire qu'après l'"effet d'annonce", il pourra parfaitement être renvoyé aux oubliettes lors de la discussion parlementaire. De même, un impôt sur les "signes extérieurs de richesse" est prévu : voitures de forte cylindrée, avions, réserves de chasse, bateaux de plaisance. Là aussi, Amato a averti qu'il n'attend de cet impôt qu'un revenu modeste... mais qu'il est juste de l'instituer quand même. Là aussi il s'agit de faire comprendre aux riches qu'on ne leur demande de payer que pour le principe de montrer que chacun paye, mais que ceux qui paieront vraiment, ce seront les autres !

A.F.

Belgique

UN BUDGET CONTRE LES TRAVAILLEURS

Pendant le mois de juillet, le gouvernement belge (une coalition de la droite chrétienne et des socialistes) a annoncé un budget d'austérité particulièrement brutal, sous prétexte de préparer la mise en place de la monnaie unique en 1996.

Les ministres prévoient de réduire la dette de l'Etat et ramener le déficit budgétaire annuel de 5,7 % du PNB en 1992 à 5,2 % en 1993 et 3 % en 1996.

Pour 1993 cela devrait représenter près de 20 milliards de francs français d'impôts supplémentaires, de restrictions budgétaires pour les administrations et de réductions d'indemnisation du chômage et de remboursements de soins de santé. Cela représente une moyenne de 5 000 F par famille !

Les années suivantes, la ponction serait encore plus lourde. Car une des principales mesures d'austérité consiste à ne plus relever les barèmes des impôts. Ce qui fait qu'avec l'augmentation automatique des salaires (encore indexés sur l'indice des prix, en Belgique), et donc le passage des revenus dans les tranches d'imposition supérieures, une part plus grande des revenus serait soumise à des taux d'impôts plus élevés.

Les taxes sur les carburants devraient continuer à augmenter, les réductions d'impôts grâce aux primes d'assurance-vie et d'épargne-retraite seraient revues à la baisse, les employés de l'Etat qui partent ne seraient plus remplacés , les chômeurs seraient moins indemnisés et de façon plus rapidement dégressive, les pré-retraites ne seraient plus accessibles qu'à partir de 57 ans en 1994, puis de 58 ans en 1997 et les taux de remboursement des médicaments et des soins seraient revus à la baisse.

Plusieurs entreprises d'Etat vont aussi être vendues, comme la RTT, l'équivalent des Télécoms français.

Bien évidemment, ces mesures d'austérité frapperont essentiellement les travailleurs, tout comme le précédent plan d'austérité de 1986, qui n'avait d'ailleurs pas eu besoin de la justification du traité de Maastricht ni de la perspective de la monnaie unique pour être mis en œuvre.

Car pendant que le niveau de vie des salariés se réduit, que les administrations fonctionnent toujours plus mal à cause des coupes claires dans leur budget, les profits des entreprises n'ont cessé de s'envoler.

Grâce aux réductions d'impôts, à la diminution de la part salariale et aux augmentations de productivité, les bénéfices disponibles des entreprises sont passés de 40 à 132 milliards de francs français, de 1981 à 1991. Et, toujours sur la même période, les bénéfices des banques ont augmenté de 475 %, ceux de la propriété (intérêts, dividendes, loyers, etc.) de 63 % pendant que la masse salariale n'augmentait que de 9 %.

Si le déficit total accumulé par l'Etat au cours des années représente l'équivalent de la production de toute la Belgique pendant près de 15 mois (123,7 % du PNB), cette banqueroute fait le bonheur des banquiers, qui encaissent une bonne part des intérêts versés par l'Etat, y consacrant maintenant 47 % de son budget (en excluant la Sécurité sociale).

Ces mesures avaient été annoncées au début juillet, pendant la pleine période des congés annuels, pour parer toute riposte des travailleurs. Et ce n'est pas sur les centrales syndicales que les travailleurs belges pourront compter pour s'opposer à ces mauvais coups. Les dirigeants de la CSC (Chrétiens) comme la FGTB (Socialistes) ont leurs amis et dirigeants au gouvernement. Certains syndicats avaient pris soin de prévenir la flambée de la riposte de salariés, en organisant des grèves. Ainsi dans l'enseignement, un des secteurs les plus touchés par les plans d'austérité successifs et qui a le plus réagi ces dernières années, des grèves eurent lieu... au mois de juin, juste avant les congés.

Le mardi 15 septembre, les métallurgistes de la région de Charleroi étaient appelés par les directions des deux syndicats à débrayer une heure contre le plan d'austérité et pour que s'ouvrent des négociations avec le syndicat patronal. En fait, l'arrêt de travail a duré 24 heures dans plusieurs grandes entreprises, à l'appel des directions syndicales régionales, apparemment plus sensibles au mécontentement des travailleurs. Mais ces débrayages restent largement insuffisants pour faire reculer les pouvoirs publics et les patrons, et il faudrait que la riposte dépasse les limites mises par les directions syndicales pour que les patrons commencent à prendre peur.

Depuis quelque temps, les principaux leaders politiques, socialistes dans la partie francophone du pays et chrétiens dans la partie flamande, se lancent à nouveau dans une surenchère régionaliste, menaçant même d'aller vers la séparation complète du pays en deux ou trois parties, alors qu'ils s'entendent au gouvernement comme larrons en foire pour plumer les salariés.

La majorité de la population ne semble pas très sensible, pour l'instant, à cette démagogie politicienne séparatiste. Mais si le mécontentement des travailleurs débordait les limites des directions syndicales, le piège du nationalisme wallon et flamingant est mis à nouveau en place pour tenter de faire diversion.

Bernard ROUX

Vient de paraître :

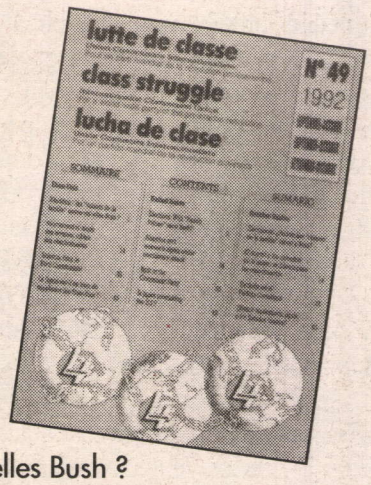
LUTTE DE CLASSE

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1992 (N° 49)

Au sommaire:

ETATS-UNIS

– Elections : les "valeurs de la famille" sauveront-elles Bush ?



– Avortement et droits des femmes, cibles des réactionnaires

– Scission dans le Parti Communiste

– Le Japon est-il en train de supplanter les Etats-Unis ?

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres.

Grèce

LES PROTESTATIONS OUVRIÈRES CONTRE L'AUSTÉRITÉ CONTINUENT

La semaine dernière, à l'appel des syndicats grecs (la GSEE, Confédération générale des travailleurs, qui compte 600 000 membres et la Fédération des fonctionnaires, l'ADEDY, 200 000 membres), a eu lieu la troisième journée de grève générale pour protester contre les mesures d'austérité envisagées par le gouvernement grec.

Malheureusement, tout cela est organisé par les centrales syndicales, qui évitent que tous les travailleurs se retrouvent vraiment tous ensemble. Une journée était consacrée au secteur public, l'autre au secteur privé, tandis que les employés de banque en étaient à leur troisième semaine de grève et que la fédération du personnel de l'Electricité a adopté le principe de coupures quotidiennes qui sont loin d'être populaires.

Les travailleurs grecs protestent contre le projet du gouvernement qui doit être voté par le Parlement et qui vise à remettre en cause les retraites et la Sécurité sociale. Il est question de relever l'âge de la retraite à 65 ans et d'augmenter les cotisations sociales. Ces mesures permettraient à l'Etat de réduire de 30 % l'argent qu'il consacre actuellement à la santé et aux retraites. Le gouvernement grec est en accord avec les experts du Fonds Monétaire International pour réduire, dit-il, son déficit budgétaire et satisfaire aussi aux injonctions du FMI.

Pour cela, il y a deux manières de faire : d'abord, augmenter les recettes. En juillet dernier, l'Etat grec a pris la décision de privatiser l'entreprise publique des transports urbains d'Athènes. Puis il a augmenté en août dernier une série de produits, comme les carburants qui ont augmenté de 40 %, ce qui devrait lui rapporter la bagatelle de 15 milliards de francs. Inconvénient : cela représente trois points de mieux d'inflation (16 % actuellement). Rien de mieux pour se faire taper sur les doigts par le FMI ou ses partenaires de la CEE.

Maria Issaris / Gamma

Grève générale et manifestation à Athènes en septembre 1990

Autre solution : réduire les dépenses. Justement, le gouvernement grec a dans ses tiroirs un projet de "réorganisation" du secteur public. En clair, il cherche à supprimer 60 000 emplois, soit un employé de l'Etat sur dix.

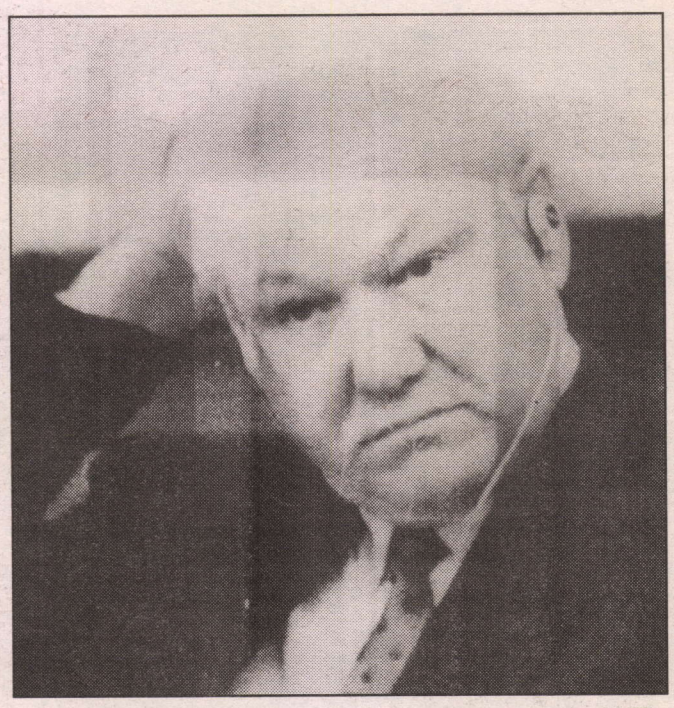
Là-bas aussi existe la querelle des anti et des pro-Maastricht. Tandis que le Premier ministre Constantin Mitsotakis justifie ses mesures d'austérité comme un tribut à payer à l'ouverture du grand marché européen, les syndicats se présentent comme ceux qui refusent de "payer la facture de Maastricht"... manière, là aussi, de dédouaner de leurs responsabilités le patronat et les dirigeants politiques locaux.

En attendant, Maastricht ou pas, en Grèce comme ici, il s'agit de faire payer la classe ouvrière. La pression sur les salaires des travailleurs de Grèce est telle que les experts de l'OCDE ont calculé qu'ils avaient été ramenés de 21 % des coûts en 1990 à 14 % cette année. Ces chiffres montrent que, derrière chaque prétexte, la lutte de classe continue. Les patrons en ont aujourd'hui l'initiative... Mais il n'y a pas d'autre choix pour la classe ouvrière que de la mener, elle aussi, pour défendre ses moyens d'existence.

Jacques FONTENOY

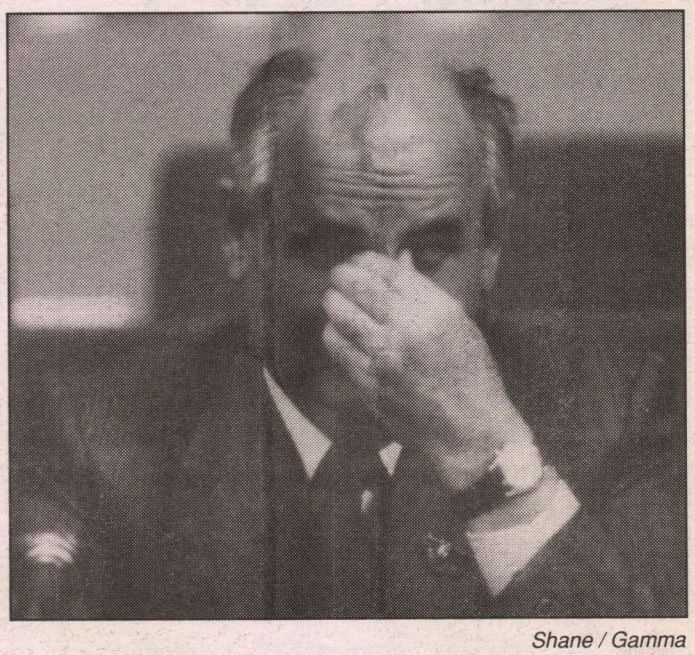
URSS

ELTSINE ...TOUT COMME GORBATCHEV



AFP

Il était arrivé, tel un buffle qui balaye tout sur son passage, qui se moque des obstacles, à qui rien ne résiste, qui poursuit sans coup férir ses projets. Face à un Gorbatchev, son adversaire d'hier, il multipliait les décrets annulant les pouvoirs de ce dernier, dissolvant les organisations du Parti Communiste de l'URSS... Mais un an plus tard Eltsine a perdu de sa superbe, c'est à un homme louvoyant que nous avons désormais à faire, à un homme qui ne semble plus avoir aucune politique, ou plus exactement dont la politique serait de composer avec des forces politiques et sociales qu'il ne contrôle pas.



Shane / Gamma

Bien des événements ont récemment souligné cette impression donnée par celui qui dirige, ou tente de diriger actuellement la Russie.

A propos des Kouriles d'abord. Eltsine devait se rendre le 13 septembre dernier en voyage officiel au Japon pour négocier, moyennant surtout un soutien financier, la restitution de ces îles situées au nord de l'archipel nippon et annexées par l'URSS au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Eh bien, pour ne pas avoir à s'opposer à des courants nationalistes qui lui reprochaient de brader des territoires, Eltsine a fait aussitôt marche arrière, évoquant un prétendu "manque de préparation" des Japonais pour refuser de se rendre à Tokyo.

Il en a été de même à propos des démêlés entre le président et le Parlement. L'actuel Parlement a été élu avant son arrivée au pouvoir et il avait été à un moment question de procéder à de nouvelles élections générales qui auraient pu peut-être donner à Eltsine une assise politique plus stable. Cependant, hésitant à se heurter aux forces politiques en place qui l'ont soutenu un temps mais qui maintenant continuent à le soutenir ou plus exactement à le maintenir comme une corde ligote un prisonnier, Eltsine a reconduit l'actuelle Assemblée pour encore deux ans.

Dans le domaine économique les choses semblent aussi aller de la même façon. Combien de plans, tous plus radicaux les uns que les autres, ont-ils été élaborés, qui devaient conduire l'URSS d'abord, la Russie ensuite sur la voie de la privatisation et de l'économie de marché ? Que reste-t-il aujourd'hui de tous ces projets derrière lesquels certains voyaient à chaque fois de véritables révolutions ? Bien peu de chose en fait. La privatisation, l'économie de marché et leur corollaire, le développement d'une classe bourgeoise, n'ont guère pris de l'essor ces derniers temps dans l'ex-URSS. Par contre la population, elle, a vu son niveau de vie s'effriter au fil des mois. Les dernières statistiques publiées estiment par exemple que le niveau de vie de la population a baissé en Russie de quelque 40% depuis le début de l'année.

La situation d'Eltsine ressemble désormais étrangement à celle dans laquelle s'était débattu Gorbatchev. Et tous les reproches d'inconstance politique, d'hésitation dans les décisions et autres attitudes timorées qu'Eltsine adressait jadis à Gorbatchev pourraient aujourd'hui être repris à son encontre, presque mot pour mot.

C'est que les deux pouvoirs souffrent des mêmes maux. Gorbatchev n'a pas été capable de s'opposer à tous ceux qui, dans la bureaucratie, forts de leurs pouvoirs municipaux, locaux, régionaux, n'ont eu de cesse de saper le pouvoir central pour asseoir le leur. En cela il n'a pu préserver l'unité de l'Etat face à tous ceux qui pouvaient profiter de l'effet des forces centrifuges, en premier lieu Eltsine.

Mais ce même Eltsine, une fois parvenu au sommet de la pyramide, a lui aussi dû faire face aux mêmes forces, avec en plus le désavantage de les avoir soutenues. Aujourd'hui Eltsine peut constater qu'il ne suffit pas de se mettre à la tête d'un tel mouvement pour pouvoir le canaliser ou le contrôler. Il ne lui reste plus alors qu'à louvoyer, qu'à composer. Mais en cela son pouvoir ressemble fort à celui de son prédécesseur.

Georges LATTIER

Grande-Bretagne

Dégringolade de la livre

MAJOR PRÉPARE LA NOTE POUR LES TRAVAILLEURS

Daniels/Gamma

Major lors de sa campagne électorale, quand il se qualifiait de "meilleur futur pour la Grande-Bretagne"

Depuis la dégringolade de 15 % de la livre face au Deutsche Mark, le 16 septembre, et son retrait consécutif du Système monétaire européen, la classe politique est prise de frénésie. D'un seul coup, des vocations de croisés anti-européens sont apparues au grand jour, donnant lieu à une surenchère d'invectives qui fait les délices de la grande presse.

Ainsi Thatcher (désormais Lady, siégeant à la Chambre des Lords) a-t-elle repris sa croisade pour *"la restauration de la souveraineté nationale"*, sur le thème "je vous l'avais bien dit". Mais si Thatcher reste prudente, attaquant Maastricht sans attaquer l'Europe, derrière elle ses seconds le sont moins. Ainsi, par exemple, Lord Tebbit et Lord Parkinson, deux de ses anciens ministres, qu'elle avait dû remercier, l'un pour avoir mis justement trop de zèle à combattre l'Europe, l'autre à cause de son attitude indélicate envers le rejeton qu'il avait laissé à sa secrétaire : les voilà qui se livrent aujourd'hui sur les petits écrans à une violente surenchère dans le choix du nom d'oiseau dont il convient d'affubler l'Europe, qualifiée de "perroquet" par l'un et de "canard" par l'autre. Mais, pour tous deux, le volatile est bel et bien mort. Et quand les hauts dignitaires du parti au pouvoir jouent à ce genre de petits jeux, on peut imaginer à quoi jouent tous les loups, jeunes et moins jeunes, qui se morfondent dans les emplois subalternes : ils se ruent sur cette occasion de se faire remarquer pour leurs sentiments anti-européens.

Markel/Gamma

Les conservateurs ne sont d'ailleurs pas seuls. Tandis que le leader travailliste John Smith attendait de voir le tour des événements, son adversaire malheureux au poste de leader du parti, Bryan Gould, a aussitôt pris l'offensive contre la position pro-européenne du parti, déclenchant du même coup un beau charivari entre les députés travaillistes.

Quant au gouvernement, il est bien embêté. En sortant du SME (Système monétaire européen), Major s'est donné les moyens de dévaluer sans avoir à le reconnaître officiellement par un réajustement des parités au sein du SME, et de baisser, au prix d'une deuxième dégringolade du cours de la livre, des taux d'intérêts qui pèsent lourdement sur un patronat surendetté. Bien sûr, la logique de cette politique était de faire porter le chapeau aux vices de fonctionnement de l'Europe économique en général, et de la Bundesbank en particulier, plutôt que d'admettre l'état délabré de l'économie britannique, de son appareil de production et le gouffre croissant du déficit budgétaire de l'Etat, qui sont autant de facteurs qui pèsent de longue date sur la livre face aux autres monnaies. Et c'est bien ainsi que Major et son ministre des Finances Lamont ont justifié tant les instants de panique qu'a eus le gouvernement le 16 septembre que la déconfiture finale de la livre.

Mais le revers de la médaille, bien sûr, c'est que Major doit maintenant faire face à toute cette surenchère anti-européenne, surenchère telle que le patronat lui-même commence à s'en inquiéter au point d'intervenir dans le débat en rappelant que *"l'industrie anglaise ne peut pas se permettre de rester à l'écart du marché européen sans perdre une partie importante de ses marchés"*. Alors, reprenant la vieille politique de Thatcher, d'un côté Major multiplie les déclarations visant à marquer sa défiance vis-à-vis de l'Europe et les droits particuliers qui doivent y revenir à la Grande-Bretagne ; de l'autre il s'efforce de résister aux pressions de ceux qui réclament un référendum, sachant bien, et l'exemple de la France est bien là pour le conforter dans cette conviction, que cela sera le prétexte rêvé pour les vieux clivages et les nouvelles ambitions de s'exprimer au sein de son propre parti, au détriment de sa politique comme de son influence.

Mais si ces algarades politiciennes peuvent limiter, pour un temps, la liberté d'action de Major dans sa politique extérieure, il n'en va pas de même sur le plan économique. Suite à la sortie de la livre du SME, la Banque d'Angleterre a baissé son taux de base de 10 à 9 %, une mesure réclamée de longue date par le patronat qui, déjà, réclame une nouvelle baisse. Pour une partie de la classe ouvrière, cela se traduira par une petite baisse des traites immobilières. Mais pour la grande masse des travailleurs, comme l'a annoncé Major, cela veut dire un renforcement de la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire des réductions plus importantes dans les dépenses sociales, au-delà des 140 milliards de francs d'économies déjà annoncés, et un gel plus strict des salaires. Nul ne sait si, comme le prétend Major, l'économie aura finalement gagné grâce à la dégringolade de la livre. Mais ce qui est sûr, c'est que le gouvernement s'apprête à faire en sorte que les travailleurs y perdent.

François ROULEAU

USA

LES BOMBARDIERS SONT FURTIFS MAIS PAS LES DOLLARS

Cet engin curieux est une pompe à dollars.

Le Sénat américain vient d'autoriser la construction de vingt bombardiers "furtifs" B-2 pour la modique somme de 44,4 milliards de dollars, ce qui fait cher de l'avion. Cet appareil avait été conçu pour pénétrer, sans être repéré, le territoire de l'URSS. Et les seuls exemplaires jusqu'alors construits n'avaient servi que dans la guerre du Golfe, où ils n'avaient d'ailleurs pas fait mieux que les autres, et au Salon de l'aviation du Bourget, où ils avaient été un des clous de l'exposition. Mais cela mérite-t-il de dépenser tant de milliards ?

Mais si l'ex-URSS a cessé de constituer une menace pour les USA, en revanche il existe deux menaces bien réelles : l'une électorale pour George Bush, et l'autre, plus sérieuse, pour l'économie américaine qui se porte mal.

D'où une série de commandes à l'industrie aéronautique américaine, sous forme d'autorisations d'exporter des avions de guerre, à Taïwan, puis à l'Arabie Saoudite, et enfin cette commande des B-2.

A quoi serviront ces avions ? A rien, espérons-le ! Mais ils contribueront à ravager les finances des USA, en dépouillant les contribuables au bénéfice du patronat. Les avions de guerre, même quand ça ne sert à rien, ça fait mal !

Sassaki/Gamma

Brésil

Manœuvres politiciennes

POUR UN APRÈS-COLLOR... SANS CHANGEMENT

Si l'on en juge par l'importance de la manifestation anti-Collor qui, selon la presse, aurait rassemblé près de 700 000 personnes dans les rues de Sao Paulo au Brésil, le vendredi 18 septembre, le départ de l'actuel chef de l'Etat semble de plus en plus probable.

Accusé depuis bien longtemps de corruption, le président brésilien Fernando Collor fait depuis plusieurs mois l'objet d'une enquête menée par une commission qui n'en finit plus de démêler les scandales auxquels Collor, ses proches et son équipe politique sont liés. Les affaires éclaboussent d'ailleurs tant de vertueux membres de la classe politique qu'en quelques mois ces derniers ont eu vite fait de se construire à toute vitesse un passé récent, ou au moins un présent, d'opposants à Collor. Les retournements de ceux qui avaient misé sur Collor, en 1989 ou plus tard, se succèdent d'autant plus vite d'ailleurs que des élections municipales vont avoir lieu prochainement et que le soutien à Collor n'est vraiment pas un thème porteur. C'est ainsi par exemple que l'actuel gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, le démagogue Leonel Brizola, a lâché subitement son allié d'hier, après qu'à l'appel de différents partis d'opposition 150 000 personnes ont défilé dans les rues de Rio en scandant : *"Le gouverneur de Rio soutient un voleur"*. Et, plus près encore du président en sursis, le Parti du Front Libéral, qui a été le principal et plus fidèle soutien à Collor, a pris très largement ses distances.

Mais le fait que des centaines de milliers de personnes manifestent dans différentes villes, en scandant *"Dehors Collor"*, ne veut pas dire que la population ait l'initiative sur le terrain politique.

Pour le moment les partis de droite, l'armée et le patronat ont les choses en main et envisagent de remplacer Collor par son vice-président, Itamar Franco. C'est dire le peu de changement qu'ils comptent apporter à la politique de l'actuel gouvernement.

Quant aux partis situés plus à gauche, et en particulier le Parti des Travailleurs, s'ils semblent ne pas craindre de donner à la protestation une ampleur populaire, ils présentent la démission de Collor comme un enjeu décisif et semblent envisager de se rallier, temporairement certes, à l'éventuel gouvernement Itamar Franco. Contrairement aux partis de droite, ils réclament l'organisation à court terme d'élections générales anticipées. C'est vrai . Mais ce ralliement même éphémère à Itamar Franco est significatif de leur volonté de ne pas provoquer, du moins pour le moment, de radicalisation de la situation.

C'est que la classe politique, celle qui se dit à droite comme celle qui se dit à gauche, partage avec le patronat, les autorités monétaires internationales et Collor lui-même la crainte de voir les masses populaires faire irruption pour leur propre compte sur la scène politique. Les vastes manifestations qu'ils convoquent ponctuellement sont en réalité destinées à faire croire aux classes populaires qu'elles jouent un rôle dans l'évolution de la situation et à faire croire que le gouvernement de demain sera un peu plus le leur que celui d'aujourd'hui. Mais ils ne peuvent empêcher que l'ampleur de ces manifestations montre la profondeur d'un mécontentement qui n'est pas seulement la conséquence de la corruption, mais de toute une politique au service des riches du Brésil, des banquiers du monde occidental, une politique qui se traduit par la reprise de l'inflation, l'approfondissement de la crise économique, les vagues de licenciements et un appauvrissement de moins en moins tolérable pour l'immense majorité de la population.

Henriette MAUTHEY

Afrique

CASAMANCE : LE NATIONALISME, UNE IMPASSE SANGLANTE

Cet article dont nous publions de larges extraits est tiré du mensuel trotskyste *Le pouvoir aux travailleurs* du 6 septembre 1992, édité par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes.

Le 1er septembre dernier, des affrontements opposant des indépendantistes casamançais et l'armée sénégalaise ont fait 52 morts et près de 70 blessés. Ces affrontements ont eu lieu dans un village situé non loin de la frontière bissauguinéenne. Ce n'est pas la première fois que de tels affrontements armés ont lieu dans cette région du Sénégal, où le mouvement indépendantiste (le MFDC) est relativement bien implanté. Mais c'est la première fois que les autorités sénégalaises font état de tant de victimes.

Les dirigeants du MFDC revendiquent l'indépendance de la Casamance. Dans leur propagande, ils considèrent que leur région est déshéritée, alors qu'elle est le "grenier à riz" du Sénégal. Ils protestent contre le manque d'infrastructures (tels les écoles, les routes, les hôpitaux, etc.) dans leur région.

Face à ces revendications, le gouvernement sénégalais, si "démocrate" qu'il se dise, n'a trouvé que la solution militaire. Même la plupart des dirigeants de l'opposition se sont précipités derrière Diouf pour réclamer en chœur que ce dernier assure la sacro-sainte "intégrité nationale" et l'"autorité de l'Etat" sur l'ensemble du territoire. Comme si la force constituait une quelconque solution pour résoudre le problème de la Casamance !

Tout un bataillon de l'armée a été envoyé aux quatre coins de la Casamance pour imposer par la force les volontés des autorités de Dakar. Le résultat, c'est que tout ce déferlement des forces armées en Casamance n'a fait qu'exacerber les tensions et favoriser le camp des indépendantistes.

Mais, pas plus que l'armée sénégalaise, les dirigeants du MFDC ne sont tendres envers les populations pauvres de la Casamance. Bien des fois ils ont, eux aussi, fait usage de violences à l'égard des villages ou des familles qui ne sympathisent pas avec leur mouvement. Ils n'hésitent pas à prendre en otages des petits paysans qui ne "cotisent" pas ou qui n'apportent pas leur "part" à la lutte indépendantiste.

Ce qu'ils veulent en réalité, c'est un peu plus de places et de privilèges liés au pouvoir. C'est pour cela qu'en mai 1991 ils ont signé un "accord de réconciliation" avec le gouvernement de Diouf.

Aujourd'hui s'il y a un revirement, il s'agit probablement d'une fraction du MFDC qui s'estime lésée dans ces dernières négociations et qui voudrait monter les enchères. Pour atteindre leurs objectifs, ces gens-là n'ont pas hésité à jeter devant les mitrailleuses de l'armée sénégalaise des jeunes, des gens qui, pour la plupart, n'aspirent qu'à vivre dignement. C'est ainsi qu'ils trompent les petites gens de la Casamance en leur faisant croire qu'avec eux au pouvoir dans une Casamance indépendante, il y aurait moins de misère, plus de liberté, plus d'écoles, plus d'hôpitaux etc. (...)

Ces dirigeants nationalistes ne cherchent qu'à tromper les populations qui vivent dans la misère, en exploitant leurs sentiments légitimes. Mais les travailleurs et les petits paysans n'ont aucun, mais absolument aucun intérêt à suivre ces gens-là, qui sont les pires ennemis des masses pauvres. Ils n'ont aucun intérêt à s'allier avec ces dirigeants qui veulent les entraîner dans des voies qui ne mènent qu'à des impasses sanglantes pour les pauvres. (...)

Métro parisien

TRAIN FOU SUR LA LIGNE 9

Le métro a "brûlé" deux stations sans s'arrêter... par miracle il n'y a pas eu de victimes

Le samedi 12 septembre vers 22 h 50, un train roulant sur la ligne 9 (Montreuil-Pont-de-Sèvres) et arrivant à la station Iéna s'est retrouvé brutalement dans l'impossibilité de freiner. Il a franchi sans pouvoir s'arrêter deux stations, Iéna et Alma-Marceau, et ne s'est arrêté qu'à l'entrée de la station Franklin-Roosevelt... avec le frein à main. Tout cela, bien sûr, avec de nombreux voyageurs dans le métro, qui à cette heure revenaient d'un match de foot au Parc-des-Princes.

C'est donc une catastrophe qui a été évitée. Si au lieu de se produire en nuit, période pendant laquelle l'intervalle entre deux trains est plus grand, cet incident était arrivé aux heures de pointe, le choc aurait été inévitable avec le train de devant et les conséquences autrement plus graves.

Que s'est-il donc passé ? Sur les métros, le freinage est électro-pneumatique (frein à air commandé électriquement). A un courant d'intensité faible, voire nul, correspond un effort de freinage important.

A un courant de forte intensité correspond un effort de freinage faible, voire nul.

D'après les premiers éléments de l'enquête fournis par la direction, il y a eu une sur-alimentation électrique sur un circuit basse tension, ce qui a provoqué le maintien du défreinage. Même une coupure du courant sur la ligne n'aurait pu arrêter le train, puisque des batteries continuent de l'alimenter en courant basse tension. Cette coupure n'a d'ailleurs pu être obtenue, la liaison par THF entre le train et le poste central chargé de couper le courant étant hors service à cause de l'avarie. Heureusement, en un certain sens, car cette coupure aurait provoqué l'arrêt du train de devant alors que le train avarié ne pouvait, lui, s'arrêter...

Sur la ligne 9, c'est tout de même le deuxième incident de ce type qui se produit. Il y a quelques mois, un train avait eu les mêmes problèmes de freinage à Pont-de-Sèvres, cette fois-ci déjà sans conséquences dramatiques.

Ces deux incidents montrent en tout cas que le matériel, le MF 67 (matériel fer 1967), mis en service sur la ligne 9 au début des années 1980, n'est plus fiable au niveau du freinage. C'est pourtant ce matériel qui équipe la plupart des lignes du métro. Sur la ligne 9, un début de rénovation de ce matériel était envisagé, paraît-il !

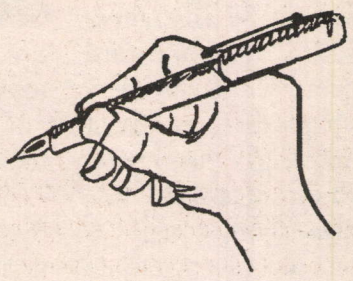
De l'avis même de certains membres de la direction, il s'agit là d'une des plus graves avaries qui aient eu lieu dans le métro. Rappelons tout de même que le 28 juillet sur le RER A, un tamponnement entre deux trains avait fait 33 blessés. Le conducteur avait déclaré que les freins n'avaient pas répondu.

Dans cette affaire, ce qui est en jeu, c'est bien la vie des agents et des voyageurs. Et s'il y a un responsable, c'est la direction de la RATP qui, par souci d'économies, s'est contentée ces dernières années de mettre en place un entretien minimum, sans plus.

Correspondant LO

Un travailleur du Livre nous écrit

AYACHE CONTRE LA CGT... (suite et fin)



Le mois d'août a été marqué par un dur conflit entre l'éditeur Alain Ayache et le syndicat du Livre CGT. Celui-ci fut largement commenté et interprété dans les médias.

Il était reproché à l'éditeur de *Spéciale Dernière* et du *Meilleur* de retirer ses parutions des imprimeries parisiennes pour aller à Bernay, dans l'Eure, où les coûts salariaux sont, bien sûr, moindres.

Les conséquences étaient la perte de dizaines d'emplois en Presse Parisienne.

La réaction fut immédiate, la mobilisation totale. A l'appel du Comité Inter (la direction syndicale), plusieurs actions et manifestations ont été organisées et largement suivies par les travailleurs, malgré la période de vacances.

Dès les premières actions, les médias se sont déchaînés contre nous, nous qualifiant de gangsters, de privilégiés, *Le Monde* allant jusqu'à, en page 1, publier nos salaires, nos congés et nos avantages sociaux jugés par trop scandaleux (bizarrement, ces messieurs ne publient, eux, jamais leurs traitements !).

S'il est vrai que les ouvriers du Livre ont une situation parfois enviable, ce n'est qu'en comparaison des salaires de misère perçus dans les autres secteurs de la classe ouvrière. De plus, ils la doivent à de fortes traditions de lutte et au fait que l'information soit une denrée périssable.

La manifestation de Bernay fut, à la fois, l'apogée et la fin du mouvement. 1600 travailleurs face à presque autant de flics venus protéger la sortie du *Meilleur* et de *Spéciale Dernière* sans lesquels, on n'en doute pas, la Terre n'eut pas tourné bien rond.

Le Comité Inter, craignant que le pouvoir ne s'empare du discrédit dû à la campagne médiatique pour "dockériser" le conflit et arriver à l'Assemblée nationale avec un dossier accablant lui permettant de réviser nos statuts, préféra signer avec Ayache un accord prévoyant la reconnaissance du droit pour un éditeur d'hebdomadaire de se faire imprimer où il veut, contre le retrait des plaintes envers la CGT et une vague promesse de rapatrier une partie de ses titres en Presse Parisienne.

Cette chute peu glorieuse créa un vif mécontentement chez les travailleurs, encore très mobilisés. Beaucoup ont eu l'impression que le syndicat avait "baissé son froc", d'être allé au "casse-pipe" pour rien, sentiment appuyé par une deuxième campagne médiatique se gaussant du "déclin" du Livre CGT. On a pu voir, à la TV, Ayache faire le V de la victoire et s'exclamer : *"Je suis un esclave libéré !"*

Le Comité Inter nous a fourni une explication très argumentée sur l'impossibilité de faire autrement, dans cette période "peu favorable aux luttes", mais cela ne semble pas avoir convaincu grand monde.

Pour autant, deux militants sont inculpés, et il faudra plus que de belles paroles pour les sortir de ce mauvais pas.

Comme pour tous les travailleurs, il serait grand temps d'entrer en lutte pendant que nous avons encore quelque chose à défendre.

R. D.

SNCF

ENCORE UN ACCIDENT MORTEL

AFP

Le 16 septembre, vers Saint-Germain-au-Mont-d'Or, près de Lyon, un train de voyageurs qui se dirigeait vers Dijon a rattrapé et percuté un train de marchandises. Le conducteur du train de voyageurs a été tué et une trentaine de voyageurs blessés.

Sous la violence du choc, plusieurs wagons et voitures de voyageurs ont déraillé, obstruant les quatre voies qui existent dans cette zone. Et s'il n'y a pas eu plus de victimes, c'est parce que deux fourgons à bagages étaient placés en tête de la rame voyageurs, juste derrière la locomotive. Ces deux fourgons étaient là de manière tout à fait exceptionnelle car la rame habituelle n'en comporte pas.

L'enquête qui a été ouverte après cet accident n'a pas encore donné d'explications.

Y a-t-il eu défaut de la signalisation indiquant au conducteur à quelle allure il doit rouler ? Ou un défaut de freinage du train ? Ou une erreur d'interprétation des signaux par le conducteur ? Ou autre chose encore ? Nombreuses sont les hypothèses.

Mais les cheminots font remarquer que la zone où a eu lieu l'accident n'est pas équipée du système de contrôle de vitesse par balises : ce système de sécurité, qui arrête automatiquement les trains si leur vitesse est trop élevée, n'est pas encore près d'être installé partout. Après les accidents graves de l'été 1985 et celui de la gare de Lyon à Paris en juin 1988, la SNCF avait pris la décision d'en équiper les locomotives et les signaux. Mais elle prévoit que ce système ne sera pas installé avant 1999 sur toutes les lignes électriques et les engins y circulant.

Quant aux lignes non électrifiées, aucun calendrier n'est annoncé.

Alors, quand la SNCF dit que la priorité c'est la sécurité, la réalité est tout autre : sa priorité, c'est le TGV. C'est lui le plus rentable, et c'est lui qui récupère la majeure partie des investissements.

Correspondant LO

PETIT FAIT RÉVÉLATEUR

Quand les dirigeants de la SNCF, arrivés sur le lieu de l'accident, ont voulu utiliser le téléphone de leur voiture de service, celui-ci a refusé de fonctionner. Ils ont dû se rabattre sur celui des gendarmes.

Mais, pour le chef de l'Equipement de la SNCF de Lyon, ce n'était pas un problème : *"Cela ne sert qu'une fois par an"*, a-t-il déclaré.

Heureusement, pourrait-on dire !

POUR TROUVER LES 6%, IL N'Y A PAS DE HANDICAP

La direction est à la recherche d'agents qu'elle pourrait classer dans les handicapés. Pourquoi ? Se soucierait-elle que certains agents touchent une aide ? Pas du tout. C'est tout simplement qu'une loi de 1987 oblige les entreprises à employer au moins 6% de handicapés. Sinon, elles doivent payer chaque année des amendes à un organisme qui s'occupe des handicapés. Et comme la SCNF n'a pas du tout envie de débourser un sou, elle recherche dans le personnel des agents que la COTOREP accepterait de considérer comme handicapés à 10, 20, 30, 40% ou plus.

Un exemple sur la façon dont les patrons détournent les lois.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF, Ateliers de Nanterre.

C'EST GROS COMME UNE MAISON

Les bruits de fermeture de la gare de Cronenbourg continuent à peser sur l'ambiance au triage. Personne ne sait à quelle sauce il va être mangé, la direction se gardant bien de préparer les éventuelles reconversions de chacun de nous.

Elle préfère laisser moisir l'atmosphère et laisser se propager la campagne de certains racistes qui accusent les contractuels marocains de tous les maux. C'est devenu une rengaine stupide des supporters de Le Pen, mais cela arrange bien la SNCF qui, après nous avoir exploités pendant des dizaines d'années, serait bien contente de nous voir nous manger entre nous. A nous de ne pas tomber dans le panneau.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF Strasbourg.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

LE VAGABOND DU MONDE

de Panaït ISTRATI

Les éditions Plein Chant consacrent depuis quelques années une de leurs collections, *Voix d'en bas,* à des écrivains vivants ou disparus représentatifs de ce qu'il était convenu d'appeler, dans les années Trente, la littérature prolétarienne.

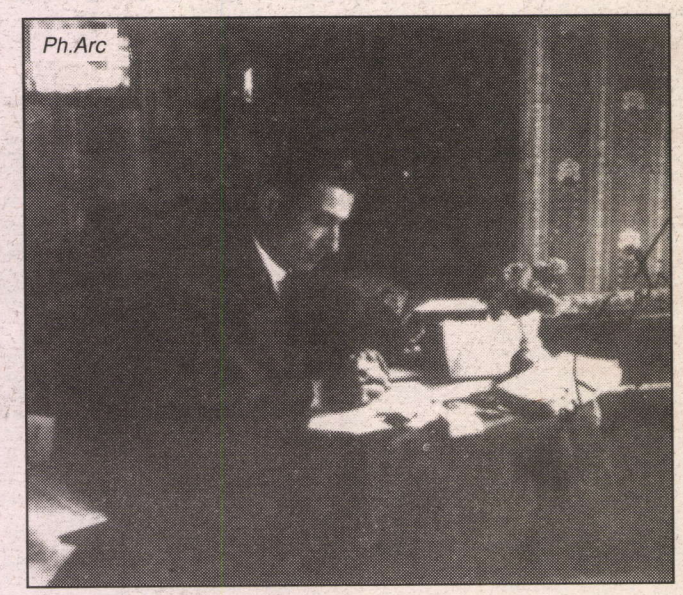
Elles ont ainsi publié un recueil de textes de Panaït Istrati, écrivain roumain de langue française, né en 1884 et mort, tuberculeux, en 1935.

Certains de ces textes furent publiés par l'auteur dans la presse ouvrière au début du siècle. Il y dénonçait notamment le régime dictatorial de la Roumanie, avant comme après la Première Guerre mondiale.

Plusieurs textes affirment aussi sa solidarité avec le révolutionnaire roumain Christian Rakovsky, à qui Istrati était personnellement très attaché. On peut ainsi y entrevoir quelle était la stature militante de cet homme qu'Istrati rencontra de loin en loin, quand il était un militant clandestin de la social-démocratie roumaine, puis un diplomate au service du premier Etat ouvrier du monde : l'Union Soviétique.

Istrati était solidaire de la Révolution russe. Plusieurs textes le montrent. Mais, invité en URSS, il refusa de cautionner le stalinisme. Il a raconté cette expérience dans son livre *Vers l'autre flamme*. On retrouve ici quelques textes écrits dans le même état d'esprit, où il affirme sa solidarité aussi bien avec Léon Trotsky qu'avec l'écrivain Victor Serge. On le sent quelquefois angoissé du destin qui guette le mouvement ouvrier, à l'heure où le stalinisme porte ses coups à la génération qui avait mené à bien la Révolution d'Octobre.

D'autres textes sont des articles ou des interviews qu'il donna à la grande presse quand il fut reconnu comme un grand écrivain, avec le parrainage de Romain Rolland, notamment pour son roman *Kyra Kyralina*. Quelques textes littéraires, des chapitres de romans abandonnés, inspirés, comme toute son œuvre de romancier, de sa vie vagabonde dans les Balkans du début de ce siècle, permettent de se faire une idée du genre de vie qu'il a pu mener. L'un d'entre eux, assez savoureux, raconte l'art et la manière de débarquer d'un bateau quand on n'a pas payé sa traversée...



Au total, cet ensemble de textes et d'articles permet de se faire une assez bonne idée du genre d'homme qu'était cet écrivain que le succès littéraire ne transforma pas et qui resta toute sa vie un "vagabond du monde", mais qui resta jusqu'au bout sentimentalement et viscéralement attaché au camp du prolétariat.

Jacques FONTENOY

Le vagabond du monde, *de Panaït Istrati - Editions Plein Chant, 310 p., 120 F. (Ce livre n'a été distribué que dans une poignée de librairies. On peut le commander directement chez l'éditeur, qui envoie son catalogue à la demande : Ed. Plein Chant, 16120 Bassac.)*

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

à TOULOUSE
du samedi 26 septembre à partir de 18 h au dimanche 27 septembre à 20 h
Parc de la Mounède
(route de Saint-Simon)

à GRENOBLE
Samedi 3 octobre
à partir de 15 h
Foyer municipal de
Pont-de-Claix (bus n° 8)

au HAVRE
Samedi 10 octobre à partir de 18 h
Salle des fêtes de Bléville

à RENNES
Samedi 10 octobre
de 16 h à 24 h
au centre social "Carrefour 18"
7, rue d'Espagne

ALLEMAGNE, CONTE CRUEL

de Victor Paskov

Allemagne, conte cruel, écrit en 1991, est l'histoire en partie autobiographique d'un jeune Bulgare, émigré à la fin des années 1960 de Sofia vers la RDA. L'été 1968 se termine au moment où commence le récit. Les troupes du Pacte de Varsovie viennent d'intervenir à Prague contre une partie de la jeunesse en effervescence. Le héros, à peine sorti de l'adolescence, se sent des liens avec cette jeunesse. Il rêve lui aussi plus ou moins confusément d'un autre monde, situé quelque part en Occident. Lycéen, renvoyé de tous les lycées de Sofia pour anticonformisme (ce qui ne paraît pas une prouesse dans la Sofia qu'il décrit), il fait partie d'une bande de jeunes qui fait du tapage, au propre et au figuré, se saoule de jazz américain, de rythmes afro-cubains et de musique rock, et noie surtout sa hargne et son désespoir dans l'eau-de-vie. En outre le jeune Victor fait des vers et rêve de devenir écrivain.

Ses espoirs ont peut-être une chance de se concrétiser, car il a la "chance" de partir pour la RDA. Vue de Sofia, l'Allemagne de l'Est émerge, loin semble-t-il de la grisaille et de la crasse quotidienne, comme un pays riche, civilisé, cultivé. Victor, qui a lu Heine, Gœthe, Schiller et même un romancier contemporain contestataire, bien que de l'Ouest, Heinrich Böll, est plein d'espoir. Le père de Victor, trompettiste, a finalement réussi à trouver du travail à l'opéra de Freiberg (du côté de Dresde) et l'invite à venir enfin le rejoindre quand commence le roman.

La désillusion est intense. L'homme qui l'accueille à Dresde n'est plus le père qu'il avait connu avant son départ : *"Mon père était un bel homme, aux yeux flamboyants, au menton volontaire. Celui-ci regardait d'un air inquiet, furtif. Cet homme avait peur. Papa était effrayé comme un chien à qui on dit d'aller au coin"*.

Son père est devenu un émigré, qui vit dans la crainte de la police, rejeté avec d'autres émigrants de l'Est dans un hôtel minable. Quant à l'apprenti "écrivain", il découvre qu'il est potentiellement un dangereux intellectuel. Et, pour le dresser, on lui a trouvé un travail à l'opéra, mais comme homme de peine, à manipuler des tonnes de charbon pour la chaufferie et à balayer les toilettes. *"Les mots "artiste" ou "musicien" étaient devenus des mots obscènes en RDA*, raconte Paskov. *Etre artiste n'était pas une profession. C'était un diagnostic. Ce n'était pas un facteur fiable. Un fou à la cour du roi. Comme tous les fous du roi, il était sous surveillance. L'artiste devait se sentir constamment coupable et jurer d'être loyal."* Ce qui explique qu'*"aucun Allemand ne voulait être artiste en RDA"*. Les musiciens étaient *"une denrée déficitaire"*, c'est ainsi que son père avait été recruté, avec beaucoup d'autres, par *"des commissaires de RDA qui sillonnaient les "pays frères" à la recherche de main-d'œuvre immigrée"*.

Le jeune Victor découvre, outre la misère semblable à celle qu'il connaissait avant, le mépris ostensible, pesant, pour ces citoyens de seconde zone, ces parias que sont les émigrés des Balkans ou de Pologne en RDA. Paskov décrit le ghetto moral, social et intellectuel où il se retrouve cantonné, qui n'est pas très différent de ceux que connaissent finalement tous les immigrants économiques de tous les pays riches. Même si, devenu aujourd'hui écrivain, il sait raconter la misère et la violence de sa vie de Bohème combien désillusionnée et bien peu romantique.

En fait, c'est dans les réactions qu'éveillent en lui la xénophobie, la haine de l'étranger plus pauvre, sans droits, méprisé, que Paskov puise l'inspiration de son récit.

C'est un livre noir, dont le héros, mi-voyou, mi-marginal, n'a évidemment pas grand-chose de positif, si ce n'est que survit en lui une envie phénoménale de s'en sortir par tous les moyens et quels que soient les moyens. Malgré cela, il n'arrive pas à être aussi affreux que le monde qui l'entoure.

Un roman angoissant mais pas totalement désespéré, puisqu'il réussit (et de main de maître) à secouer son lecteur.

Cécile BERNIER

Allemagne, conte cruel, *de Victor Paskov. Editions de l'Aube - 120 F.*

Algérie

UN NOUVEAU PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ

"*Traitement de choc*", titrait dimanche 20 septembre la presse algérienne, pour qualifier le programme d'austérité rigoureux que le gouvernement algérien venait d'annoncer la veille.

Une fois de plus, le "choc" du traitement en question, ce sont les travailleurs, les couches pauvres du pays qu'il frappera, sans pour autant "soigner" l'économie.

Au nom d'une "relance" économique plus qu'hypothétique. Au nom surtout de la rapacité des banques internationales, et aussi d'une bourgeoisie algérienne qui espère voir fleurir, malgré la crise profonde que traverse le pays, ses petites affaires.

Zebar/Gamma

Des jeunes à Alger. Leur avenir : la crise

LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT

Parmi les principales mesures annoncées, il y a d'abord une réduction drastique des importations, qui pourraient être limitées *"au strict minimum nécessaire à la survie du pays"*.

Sur le plan monétaire, l'instauration d'un change à plusieurs taux sera, mis à part pour quelques opérations bénéficiant de taux privilégiés, une nouvelle dévaluation du dinar algérien. Avec le nouveau renchérissement de la vie que cela entraînera.

Quant au chapitre sur "l'assainissement des entreprises" c'est, pour parler clair, comme dans d'autres pays, de réductions d'effectifs et de fermetures d'entreprises considérées comme non rentables qu'il s'agit. Même si, en ce qui concerne les fermetures, le plan gouvernemental promet de tempérer le choc en accordant une aide aux travailleurs mis au chômage, mais considérés comme toujours membres de l'entreprise fermée, en échange de travaux d'utilité publique qu'ils pourraient être chargés d'effectuer.

Moyennant quoi, le gouvernement algérien espère obtenir, en même temps que les applaudissements des experts du FMI, l'ouverture de nouveaux prêts. Et il envisage d'instaurer en Algérie des zones franches, dans le but d'attirer quelques capitaux étrangers friands de dégrèvements fiscaux et d'une main-d'œuvre à bon marché.

AGGRAVATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MISE EN CONDITION

Fin juin, le gouvernement avait déjà frappé, en augmentant les prix des produits dits de première nécessité qui avaient jusque-là échappé aux mesures successives de libération des prix. Les prix de ces produits ne sont toujours pas entièrement libérés, mais le pain est passé de 1 dinar à 1,5 dinar la baguette ; la farine, la semoule et le lait ont doublé de prix ; le riz, l'huile et le sucre triplé.

C'est surtout sur le plan des entreprises que la situation économique s'est encore détériorée depuis le début de l'été : les mesures prises en série par de nombreuses entreprises publiques, réductions d'effectifs, suspension d'activité pour un ou plusieurs mois, précédaient les mesures d'austérité qu'annonce aujourd'hui officiellement le gouvernement et y préparaient en quelque sorte l'opinion.

La presse algérienne donne la parole aux patrons pour justifier ces mesures, dénonce les revendications salariales, les grèves, ou même proteste contre les compromis acceptés par le gouvernement pour arrêter les conflits naissants. C'est ainsi par exemple que l'hebdomadaire *Algérie Actualité* du 10 septembre reprochait au ministère des Transports d'avoir *"ouvert une brèche dangereuse"* en accordant quelques concessions, notamment une indemnité de départ à la retraite pour les dockers, afin d'éviter la grève qui avait été décidée par les employés du port d'Alger. Et, interviewé par le même journal, un patron d'une entreprise publique du bâtiment compare tout bonnement grévistes et terroristes, clamant qu'une grève au centre de traitement des hydrocarbures d'Arzew ou au port d'Alger ferait *"plus de victimes au plan social qu'une bombe déposée dans un aéroport"*. Un appel direct à la fermeté contre tous ceux qui n'accepteraient pas la politique d'austérité.

SALAIRES NON PAYÉS, LICENCIEMENTS ET FERMETURES D'ENTREPRISES

Car depuis quelques mois le patronat, et en particulier celui des entreprises publiques, a commencé à faire la chasse aux "sureffectifs", à fermer les entreprises "non rentables" ou celles que les réductions déjà imposées aux importations ne permettent plus d'alimenter en matières premières.

D'après la centrale syndicale UGTA, ce sont 100 000 travailleurs qui sont touchés depuis quelques mois par les retards de paiement des salaires, les mises en chômage technique et les licenciements.

Quelques exemples. Dans le bâtiment, l'entreprise de travaux publics de Khenchela, près de Batna dans l'Est algérien, a été dissoute à la mi-juillet ; ses 740 ouvriers n'avaient pas touché de salaire depuis 4 mois et sont depuis au chômage. Fin août, les 478 employés d'une entreprise de travaux publics de la wilaya (département) de Boumerdès, près d'Alger, s'étaient mis en grève illimitée pour obtenir le paiement de leurs salaires dus depuis plus de 5 mois. A Bordj-Bou-Arreridj, au sud-est d'Alger, les 700 ouvriers de l'entreprise intercommunale de travaux publics (ENIT) n'ont, eux non plus, pas été payés depuis 5 mois ; et depuis le 8 septembre l'entreprise a décidé de les mettre en "congé obligatoire", une forme déguisée de mise au chômage. Une autre entreprise de construction, Réal Sider à Annaba, de 3 000 employés, a décidé d'en licencier 310 à partir du 1er septembre.

Le secteur des textiles et cuirs, qui occupe quelque 400 000 personnes et qui aurait perdu déjà près de 100 000 emplois au cours des deux dernières années, a été également largement touché par les fermetures d'entreprises ou mises en chômage technique de ces derniers mois. C'est ainsi que l'usine EMAC de Batna, qui fabriquait des chaussures Adidas, a mis ses 800 ouvriers en "congé forcé" depuis fin août.

L'entreprise TPL (fabrication de ronds à béton et poutrelles), dont le siège est à Oran, a mis en "congé forcé" pour tout le mois de septembre un tiers de ses effectifs, soit un millier d'employés ; et l'usine d'appareils électroménagers ENIEM, à Tizi Ouzou, qui compte 4 300 ouvriers, a fermé pour trois mois, du 1er juillet au 1er octobre.

Ces faits, glanés dans la presse algérienne, donnent une idée de l'aggravation de la situation économique en Algérie au cours de l'été.

LES SACRIFICES SONT TOUJOURS POUR LES MÊMES

Aujourd'hui, le gouvernement peut se servir de cette dégradation de la situation pour présenter son plan d'austérité comme une fatalité, un remède douloureux mais obligatoire pour "sauver" l'économie algérienne de la faillite.

On crée la catastrophe, et on se propose ensuite pour jouer les pompiers.

Car l'effondrement économique de l'Algérie n'est pas le résultat d'une fatalité, mais d'une politique : celle commandée par les grandes banques impérialistes et le Fonds Monétaire International, qui consiste à réduire la consommation intérieure de la population, pour économiser des devises et rembourser les banques qui ont investi il y a 10 ou 15 ans en prêtant à l'Algérie. C'est-à-dire de faire payer à l'Algérie, comme à tous les pays pauvres de la planète, la crise de leur système. Pendant ce temps, la bourgeoisie d'affaires algérienne, qui s'est enrichie depuis l'indépendance à l'ombre des industries d'Etat, développe aujourd'hui ses affaires privées en spéculant sur les pénuries.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995